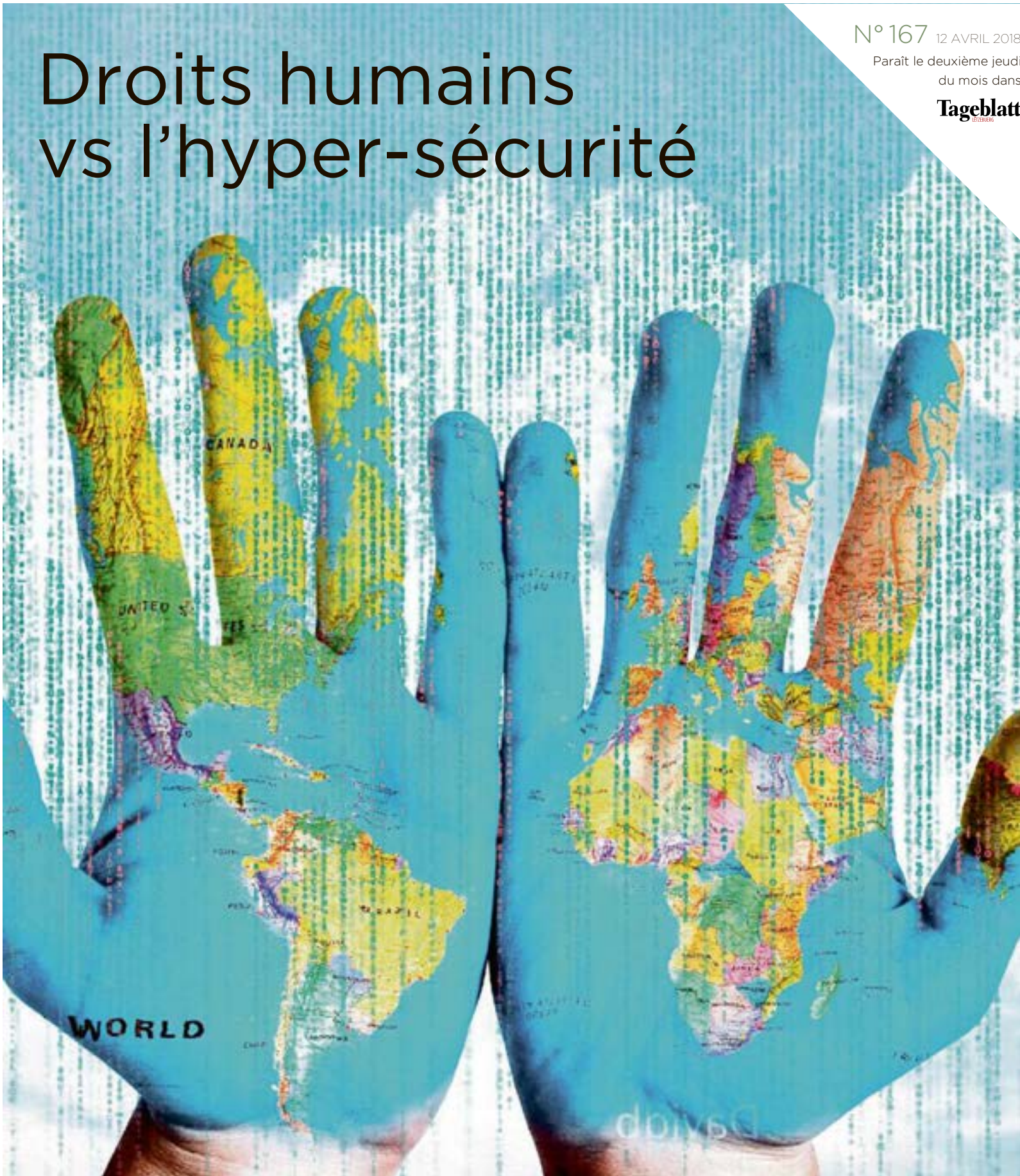


N° 167 12 AVRIL 2018

Parait le deuxième jeudi
du mois dans

Tageblatt
tribune

Droits humains vs l'hyper-sécurité



”

On passe d'une justice de liberté à une justice de sûreté. C'est inquiétant.

Robert Badinter

Impressum

Editeur: Editpress Luxembourg S.A.
 Coordination générale: Alvin Sold; Coordination technique: Coryse Koch, Yannick Schumacher
 Coordination extérieure: Ian De Toffoli, Luc Belling, Ariel Wagner
 Toute correspondance est à adresser exclusivement à kulturissimo@editpress.lu
 Supplément du Tageblatt du 12 avril 2018
 Site internet: <http://www.kulturissimo.lu>
 Prochain numéro: le 10 mai 2018 – Clôture rédactionnelle: 20 avril 2018

3: Editorial (Alvin Sold)

Accent aigu: Droits humains vs l'hyper-sécurité

- 4, 6: Droits humains et sécurité. Sacrifier la liberté aux experts en sécurité? (Michel Decker)
 7: Chères questions et affirmations gratuites. Gnomorrhagie Droits de l'Homme vs. hyper-sécurité (Paul Hemmer)
 8, 9: Etre libre en 2018, réalité ou illusion? Réflexions sur l'invasion du numérique. L'Homme et la Liberté (Franck Colotte)
 10, 11: Dragons et dragonnades. Les têtes fracassées de Léviathan (Jean Sorrente)
 12, 13: Entre promesses et consécration. Où êtes-vous, Monsieur Macron? (Aicha Bouabaci)
 14, 15: Illiberalismus. Ein gefährlicher Geist ist aus der Flasche (Jim Schumann)
 16, 17: Menschenrecht gibt's nur im Laizismus. Keine Freiheit ohne Regeln (Carlo Kass)

Musique:

- 18, 19: Ein Gespräch mit dem Aufnahmeleiter Dirk Sobotka: „Welche Ideen sind noch nicht realisiert?“ (Alain Steffen)

Beaux-arts:

- 20, 21: Je dis ça, je ne dis rien ... Passé recomposé, présent instable, futur incertain (Enrico Lunghi)

Littérature:

- 22: Alice Zeniter: „L'Art de perdre“. L'Odyssée des Harkis (Franck Colotte)
 23: Fables intemporelles. La Fontaine anticléricale? (17) (Paul Hemmer)

Ici et ailleurs:

- 24, 25: Der Bürger, der was vermisst. Humanismus - ein Fremdwort im Zeitalter des Homo Digitalis? (Frank Bertemes)
 26: Gramma apo tin Ellada. Die Blumenfee (Linda Graf)
 27: Brief aus Wien. Die lebenswerteste Stadt der Welt (Michèle Thoma)
 28: Chroniques parisiennes. Nous sommes tous des mutants ... (Clotilde Escalle)
 29: Reflections on/against the Present. Manifesto for a Disruptive University (Fabienne Collignon)
 30: Letter from England. Spring Clean? (Diana White)
 31: In the air. Achilles and the Killing Fields (Ariel Wagner)

Retour sur image:

- 32: By Gado



Alvin Sold

Mais sans „nous“, évidemment

Mai 68? – Fascinant. Les Luxembourgeois aux abonnés absents, évidemment. Pas d'étudiants, peu de lycéens; les ouvriers, fonctionnaires, paysans, employés et retraités vivent alors modestement bien dans leur petit pays à l'abri des grands conflits politiques et sociaux. Si l'on pouvait voyager dans le temps et retourner 50 ans en arrière, que d'incroyables découvertes!

C'est que le Luxembourg de 2018, qui peut paraître provincial encore, n'a rien en commun avec celui de 1968, excepté le territoire national. La population a presque doublé du fait de l'immigration, la dite industrie financière et ses services périphériques ont ravi le leadership à la sidérurgie, „nous“ serions, statistiquement, parmi les plus riches, les plus libres, les plus protégés du monde. Sans être satisfaits, évidemment.

En 68, le CSV, en symbiose avec l'Eglise, veillait à ce que tout reste à sa place. Un changement reconnu inévitable devait s'opérer lentement, comme un glissement. La réforme de l'enseignement secondaire (en mai 68!) laissait donc aux établissements la possibilité de séparer les garçons et les filles en des classes distinctes. On interdisait encore des films et des magazines pour trop de peau. Messieurs les abbés se plaisaient en soutane boutonnée et Mesdames les nonnes, tête et cheveux voilés, en robe noire, du menton au talon.

Un gouvernement CSV-LSAP sous l'autorité du tandem Werner-Cravatte gérait les affaires. Pas de soucis majeurs: Luxembourgeois, soyez raisonnables et contents, leur dit-on. Vous avez 200 voitures pour 1.000 habitants, 378 radios,

233 téléphones, et dans 47% de vos logements il y a un bain, et vos enfants, s'ils font ce qu'il faut, trouveront facilement du travail chez Arbed-Hadir, MMR, Goodyear, Monsanto, Paul Wurth, Villeroy, Eurofloor ou plus simplement, à l'Etat, à la Commune.

Certes, Paris tout proche produisit quelques gros titres dans la presse locale. Mais aucun commentaire de journaliste, aucune réflexion d'intellectuel ne détecta la vague de fond qui allait balayer la société „ancienne“, autoritaire; personne dans les cercles politiques luxembourgeois ne vit s'esquisser la société „nouvelle“, libérée des contraintes morales et/ou religieuses transmises de génération en génération. Certes, le gouvernement qui rassemblait les deux grands partis d'alors (les socialistes avaient même battu les chrétiens-sociaux au nombre de voix!) allait tomber en octobre 68, pour un vulgaire différend budgétaire, et non pour des idées nouvelles.

Et en décembre 68, alors que partout ailleurs, les forces novatrices s'imposaient ou du moins cassaient la domination des droites conservatrices, qui sortit grand vainqueur des élections législatives luxembourgeoises?

Le CSV. Les pauvres socialistes prirent une méchante claque; M. Werner se tourna vers le DP, et le train-train continua. Jusqu'en 1971, année charnière luxembourgeoise, année du type 68, où enfin les jeunes se rebellaient (un peu) et où la vague de protestation contre les guerres et les hégémonies politique et culturelle confirma que le Luxembourg aspirait à la modernité.

A quoi aspire-t-il aujourd'hui? – Vaste question, n'est-ce pas?

Habeas Corpus Act 1679



Droits humains et sécurité

Sacrifier la liberté aux experts en sécurité?

Michel Decker

Le chiffre d'affaires des droits humains n'est pas connu. Connu est par contre le chiffre d'affaires des marchés de sécurité du secteur public, à l'exclusion du privé: de 241 milliards USD en 2016 il est supposé atteindre 532 milliards USD en 2022, avec un taux de croissance annuel de l'ordre de 14%. Ce qui veut dire que ces dépenses énormes doublent à peu près tous les cinq ans au rythme actuel. Ces efforts sont censés nous apporter la sécurité. Mais qu'en est-il de l'affirmation bien connue: „Un peuple prêt à sacrifier un peu de liberté pour un peu de sécurité ne mérite ni l'une ni l'autre et finira par perdre les deux“ ? Nous savons que cette citation de Benjamin Franklin a été faite dans un tout autre contexte. Néanmoins, il suffit de suivre l'évolution de nos sociétés

modernes pour se rendre compte qu'il y a matière à réflexion.

Habeas corpus

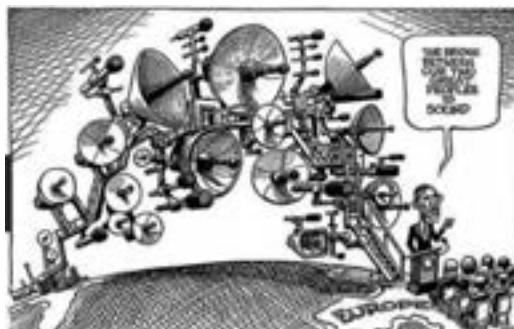
L'ordonnance du „habeas corpus“ énonce une liberté fondamentale, celle de ne pas être emprisonné sans jugement. En vertu de ce principe, chaque personne a le droit de savoir pourquoi elle est arrêtée et de quoi elle est accusée. Son principe moderne naît dans l'Angleterre du Moyen-Âge et y était d'application jusqu'à nos jours ou presque. Aux Etats-Unis, l'ordonnance du „habeas corpus“ a valeur constitutionnelle et ne peut être suspendue qu'en temps de guerre. Mais, voilà, le président américain G. W. Bush déclare la guerre le 16. 9. 2001, cinq jours après les

attentats du 11 septembre, la guerre au terrorisme, la guerre qui ne prendra fin que lorsque le terrorisme sera éradiqué. Donc, fini le droit du „habeas corpus“. Analyser en détail la mise en place progressive des législations liberticides dépasserait de très loin le cadre du présent article. Soyons cependant assurés que l'abolition des droits individuels a pris une dynamique extraordinaire à partir du 9/11, ouvrant la voie à des lois qui avant cette date n'avaient aucune chance de passer les parlements. Souvent ces lois restrictives sont présentées peu de temps après les faits déclencheurs. Ce qui fait soupçonner que des textes étaient prêts, en attendant la bonne occasion pour être présentés au vote. Tout comme aux USA, le même phénomène s'est produit dans nos pays européens, à l'exception de la Norvège. Après des at-

tentats terroristes, les gouvernements s'empressaient d'augmenter les moyens des services secrets, de la police et de l'armée. Ainsi, chacun de nous pourra être espionné par les services secrets de son Etat, ou des Etats-Unis, sans qu'il y ait poursuite légale contre une telle atteinte aux droits fondamentaux. Le cas de l'Allemagne et de l'écoute du téléphone mobile de la chancelière Merkel par ses alliés US en est un exemple frappant. Or, une démocratie ne peut fonctionner sans le respect strict de la sphère privée du citoyen. On nous l'a répété suffisamment, et à juste titre, au sujet de pays comme l'Allemagne de l'Est qui faisait espionner les citoyens qui lui semblaient suspects. Le comble de cette érosion des droits humains est l'introduction récemment, en Bavière, de la notion de „personne potentiellement dangereuse“, en allemand „Gefährder“, mal définie sur le plan juridique. Elle ouvre la porte à tous les abus, y compris la surveillance et l'emprisonnement longue durée. Qui va désigner les personnes potentiellement dangereuses? Sans doute les services secrets! Donc, on a tout intérêt à ne pas être suspects. Et on frissonne à la pensée de ce qu'un régime plus oppresseur pourra faire à l'avenir avec les instruments mis à sa disposition par notre société qui se dit libérale. Déjà maintenant, parmi nos pays amis, il y a au moins les Etats-Unis et Israël qui appliquent, sans conséquences aucunes sur le plan international, ce non respect du principe du „habeas corpus“, décrit ci-dessus. En effet, des dizaines d'êtres humains sont toujours enfermés à Guantanamo, dans des cages pour certains, sans inculpation, donc sans aucune chance de pouvoir se défendre. Et en Israël, des centaines de personnes sont emprisonnées en détention dite „administrative“, sans que le gouvernement ne soit obligé de leur fournir les raisons, afin de leur permettre de réagir. En nous enlevant des droits aussi élémentaires comme celui du „habeas corpus“, nos dirigeants nous ramènent aux pires temps du Moyen Âge. Tout cela au nom de la Sécurité, celle qui vaudra 532 milliards de USD en 2022, mais au détriment de notre sécurité individuelle et de notre liberté. Et notre réaction? La même que celle des citoyens allemands dans les années 30-40 du siècle dernier.

Indignez-vous!

Selon Mireille Delmas-Marty, professeur d'études juridiques comparatives au Collège de France, le 11 septembre 2001 „constitue une rupture dans la manière dont les Etats introduisent de l'exception dans le droit“. Elle y voit une „accélération des transformations des codes pénaux des pays occidentaux.“ L'exception ne passe ainsi plus nécessairement par la proclamation d'un état d'urgence mais au travers de lois permettant des dérogations



„The Atlantic bridge“, dont on se passerait volontiers (KAL's cartoon)

dans certaines situations. C'est le cas des législations antiterroristes en discussion en Suisse et en Allemagne en été 2016. En France, il n'est même pas nécessaire de discuter, compte tenu de la charte de soumission signée par les parlementaires du groupe Macron, le LREM.

Droits humains

Les droits humains généraux sont définis par différents documents fondamentaux, parmi lesquels la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, texte auquel se réfère la constitution française. Il y a ensuite la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies, adoptée en 1948. Si ce document est absolument magnifique, sa lecture permet de constater que ses déclarations ne sont nullement respectées, car elle n'a qu'une valeur déclarative. La Déclaration universelle a prévu p.ex. que chaque être humain a droit à un travail et à une rémunération. Ce qui semble évident pour permettre aux humains, non nantis d'une fortune héritée, d'assurer leur survie. Et elle n'a pas précisé que le travail et le salaire sont fonction d'une quelconque „main invisible“ et d'un „marché, serait-il libre et non faussé“. Elle est donc largement incompatible avec notre système économique qui génère de plus en plus de gens sans emploi ou bien les force dans des emplois qui ne leur permettent pas d'en vivre. C'est le cas des nombreuses victimes de la „flexibilisation du secteur de l'emploi“, suite p. ex. aux réformes dites de Hartz IV en Allemagne. La France macronienne est en train d'emboîter le pas aux Allemands, au détriment de la protection des salariés dans son pays. Pour celui qui aurait des doutes que les dites „réformes économiques“ entraînant des violations des droits humains, nous renvoyons aux rapports internationaux établis sur la situation des droits humains en Grèce actuellement et suite aux politiques d'austérité imposées par la troïka, dont fait partie la Commission de l'UE. Ces rapports ont été rédigés pour le Parlement européen en 2015 et pour la Fédération internationale des droits humains,

section Grèce, en 2014. Donc, l'UE impose à un pays membre des mesures politiques qui non seulement sont inefficaces, mais contreproductives et qui en plus entraînent des dégradations sociales telles que les droits humains élémentaires sont violés. Sans la moindre réaction publique des autres membres de la communauté! Pour prendre la mesure d'un point de vue affectif de ce que nous commettons en politique, il serait utile de s'imaginer que ce soit p. ex. M. Putin ou bien M. Erdogan qui ferait ce que nous faisons. Nous serions scandalisés! Mais pourquoi ne réagissons-nous pas de la même façon quand cela se passe chez nous? Serions-nous hypnotisés par nos médias qui préparent avec les gouvernants l'avenir d'une société de plus en plus inégale, donc tôt ou tard portée à la protestation?

Alain Bauer, expert en sécurité

Pas plus tard que le 13 mars dernier, on a pu admirer sur la 5e chaîne de télé française, dans l'émission „C dans l'air - Espions: le poison russe“, M. Alain Bauer. Personnage discret, mais influent, il est spécialiste ès sécurité. Ce qui le rend intéressant, c'est qu'il fait parti de ces personnes qui présentent aux politiciens les problèmes de sécurité dans nos sociétés sur base de chiffres et d'études de leur propre crû. Et en même temps, ils fournissent à ces mêmes politiciens les solutions pour combattre les dangers. De préférence en ayant recours aux services de leurs propres sociétés ou de celles de leurs amis. Ils sont gagnants sur toute la ligne, à condition, oui, à condition que le danger et l'insécurité soient suffisamment grands. Avant de présenter de façon plus détaillée Alain Bauer, rappelons que le ministre de la justice des USA de 2001 à 2005, John Ashcroft, a lui aussi poussé avec vigueur, en tant que homme politique, à la sécurisation de la société. C'est lui qui, suite au 9/11, a présenté, en un temps record, le fameux „Patriot Act“, liberticide à l'extrême. Avant de se reconvertir dans l'industrie de cette même sécurité en fondant une société de conseils stratégiques, The Ashcroft Group LLC. Souvenez-vous du chiffre d'affaires du secteur prévu pour 2022!

Alain Bauer, le spécialiste en sécurité chez nos voisins français, est né en 1962 à Paris dans une famille de bourgeois du textile, descendants de familles juives ayant fui les pogromes en Europe de l'Est. Le jeune Alain est précoce. A quinze ans, il adhère au Parti Socialiste, le PS, où il s'investit dans la construction de la gauche anticommuniste. En 1980, il participe à la fondation des Jeunesses rocardiennes, ensemble avec Manuel Valls et Christian Fouks qui deviendra directeur chez Havas. A

l'université, il commence à évoluer dans des réseaux élitistes, abrités par certaines loges de la Franc Maçonnerie, comme le Grand Orient de France (G.O.F.).

Il entame des études de droit qui le mènent vers les „questions de défense et de sécurité“. Il parachève sa formation en sciences politiques par un DESS de politique publique et gestion des organisations. En parallèle, il s'engage fortement dans la gestion du monde universitaire. A l'âge de 20 ans (1982), il obtient le titre d'administrateur délégué de l'Institut national supérieur d'études de Défense (Insed). En même temps, il se fait élire à la vice-présidence étudiante de la Sorbonne et à l'administration de la MNEF (Mutuelle nationale des étudiants de France) devenue célèbre par un scandale pour mauvaise gestion dans les années 1990. Il sera mis en cause dans cette affaire de détournement de fonds, ensemble avec son ami Manuel Valls, sans être condamné. En 1983, il devient membre du conseil de la chancellerie des universités de Paris. En même temps, il s'élève dans la hiérarchie de la gauche via les réseaux de Michel Rocard. En 1988, Michel Rocard, premier ministre, fait nommer Bauer chargé de mission auprès de son directeur de cabinet; il sera chargé des questions de police. Dans les années 1990-91, il devient jeune conseiller chez Air France, puis entre au groupe Sari Serri, constructeur d'une grande partie du quartier de la Défense (Hauts de Seine). Il devient ensuite secrétaire général du World Trade Center Paris-La Défense. En cette période, il est approché et recruté par la SAIC (Science Application International Corporation), machine de guerre privée et secrète du Pentagone et de la CIA. Alain Bauer fait en 1993 un stage de plusieurs mois à San Diego, au siège du SAIC. Il ne tardera pas à accepter la vice-présidence de SAIC-France.

Le „consultant,„

Bauer quitte le PS en 1994, mais participe à des commissions de réflexion. Il s'occupe de la „sécurisation“ de la ville de Vitrolles, notamment par l'installation de vidéosurveillance. Entretemps, il a créé une entreprise à son nom, AB Associates: „Conseil et formation en sécurité urbaine“. Il quitte la vice-présidence de la SAIC-

Europe et en devient „senior consultant“. Et il intègre dans sa société une dizaine d'amis qu'il nomme „consultants“. On y trouve ainsi Nathalie Soulié, future ex-femme de M. Valls. En 1997, Bauer mène la réflexion du PS sur la sécurité. Le PS gagne les élections législatives et le gouvernement Jospin fait appel à Alain Bauer pour mettre sur pied le colloque de Villepinte: „Des villes sûres pour des citoyens libres“. Ce colloque consacrera la conversion du PS à l'ordre sécuritaire. Lorsque Sarkozy crée en 2004 l'Observatoire National de la Délinquance, il place Alain Bauer à sa tête. Les échanges de loyaux services s'intensifient lorsque Sarkozy accède à la présidence de la République. Bauer préside notamment la Commission nationale de la vidéosurveillance ainsi que celle de contrôle des fichiers de police, éléments centraux de la politique de sécurité du nouveau gouvernement. De façon plus globale encore, il se voit confier par Sarkozy en 2007 une „mission sur la formation et la recherche en matière stratégique“.

Le „professeur“

On peut lire sur le réseau que Bauer a donné des cours à l'étranger: au J. Jay College of Criminal Justice de New York, à l'université de la police à Pékin, à l'Institut International de l'anti-terrorisme de Herzliya (Israël). En 2009, Bauer devient premier professeur de la chair de criminologie appliquée du CNAM (Conservatoire Na-

tional des Arts et Métiers, école d'ingénieurs, fondée en 1794) malgré une forte opposition du monde académique. Avec l'appui de Sarkozy, il y est recruté sur un poste ne nécessitant pas de doctorat. En 2010, il dissout sa société AB Consultants. Il préside depuis 2010 le CSFRS (Conseil supérieur de la formation et de la recherche stratégique). Et il est membre laïc du conseil de direction de l'Institut européen en sciences des religions. Il devient également membre, puis président, du Conseil national des activités privées de sécurité qui est un organisme public sous la tutelle du ministère de l'Intérieur.

Le franc-maçon

Toujours précoce, Alain Bauer adhère à la franc-maçonnerie à l'âge de 18 ans; n'oublions pas qu'il est entré au PS à l'âge de 15 ans! A l'âge de 38 ans, Alain Bauer devient Grand Maître du Grand Orient de France, charge qu'il remplit de 2000 à 2003. En 2005, il démissionne de toutes responsabilités nationales en franc-maçonnerie. L'ancien Grand Maître a publié au moins trois livres sur la F-M, et de nombreux autres livres sur les questions de sa spécialisation. Des collègues à lui dans l'organisation disent qu'il est doté d'un „très grand ego“. En 2011, Mathieu Rigouste écrit le livre: „Les marchands de la peur. La bande à Bauer et l'idéologie sécuritaire“. Le livre est présenté de la façon suivante: La peur est un outil politique fondamental pour les classes dominantes.

Transformée en marchandise, elle constitue le secteur d'activité d'idéologues organisés pour vendre ces produits aux gouvernements et aux complexes industriels. En France, la „bande à Alain Bauer“ constitue la manifestation la plus exemplaire de cette collaboration intensive entre éléments de la classe politique, de la police, de l'armée, de l'industrie, de l'Université et des grands médias. En étudiant cette bande et ses réseaux, leur positionnement dans le champ de la production du contrôle, ce qu'ils disent et font, leur histoire, leurs profits et leurs stratégies, l'auteur met à disposition des cartes et des outils pour attaquer la dimension idéologique des sociétés de contrôle.



Remuez-vous! (photo Michel Decker)

Chères questions et affirmations gratuites

Gnomorrhagie Droits de l'Homme vs Hyper-sécurité

Paul Hemmer

And you all know, security is mortals' chiefest enemy (Macbeth). Hécate, cheftaine des sorcières, ne parle pas de la vraie sécurité, mais du sentiment de sécurité généré par les prophéties ambiguës des trois sorcières.

Hécate est aussi la déesse lunaire qui symbolise la mort. Ses copines lunaires sont Artémis et Séléné, symbolisant respectivement la naissance et la maturité. Depuis tout gosses, nous savons que seule la mort est inéluctable.

Macbeth n'échappe pas à son sort. La raison lui montre le caractère éphémère et dénué de sens de l'existence, l'instinct lui commande de lutter jusqu'à la fin.

De quoi avons-nous le plus peur, de perdre la vie ou de perdre la liberté? Pouvons-nous marchander l'une contre l'autre? Sont-elles vraiment antinomiques?

Le propre du pouvoir est de surveiller sans être surveillé. Aurions-nous une loi nous permettant de surveiller les conseils de gouvernement et la vie privée des gens de pouvoir, nous raterions encore les arrangements de couloir ou de salon.

Qu'est-ce que la sécurité? Un beau nom, une illusion. La liberté, pareil. En réalité nous n'avons ni l'une ni l'autre.

Nous savons, sans trop y penser, que nous sommes mortels. La seule permanence est l'impermanence.

Nous savons moins que nous ne sommes pas libres. Les neurosciences nous apprennent que le libre arbitre est un leurre.

Et après? L'individu est vulnérable tout au long de sa vie, l'humanité tout au long de son histoire. L'individu disparaîtra sûrement, l'humanité aussi, un jour ou l'autre.

Sur quoi compter? Le rythme du soleil, de la lune et des saisons, les cycles d'obliquité-excentricité-précession de la Terre,

la dérive des continents... assez faciles à prévoir. Pour le reste, il vaut mieux être prêt pour l'inattendu.



Notre sécurité militaire? L'Europe désunie, sans l'Otan, désuète selon le président le plus puissant du globe, est une proie facile.

Les droits fondamentaux sont consignés dans de beaux textes. Leur réalisation dépend de moyens dont nous sommes dépourvus pour la plupart.

Le peu de moyens dont nous disposons, nous les devons à la science et à la technique. Le scepticisme que certains leur portent n'est pas signe de maturité.

Quels sont les vrais défis? Rendre le monde habitable, éliminer les déchets, parer au réchauffement interglaciaire, disposer d'eau potable, nourrir la population, prévenir les épidémies, accueillir les millions de migrants, occuper les millions de chômeurs, tenir à jour les infrastructures de la vie civilisée, gérer les milliards des riches et les dettes des pauvres...

Nous croire à l'abri reviendrait à jouer le rôle de Macbeth. Croire que les accidents n'arrivent qu'aux autres, n'est pas signe d'intelligence.

La sécurité et la liberté que nous avons, nous la devons à nous-mêmes, à notre vigilance, notre prévoyance, notre coopération. Si nous ne pouvons éviter la catastrophe, préparons au moins l'après-catastrophe.

Si l'ONU n'arrive pas à éviter les guerres, qu'elle en répare les conséquences. Nous avons la Banque mondiale, pourquoi pas l'Assurance mondiale? L'assurance est une épargne et une solidarité bien organisées, une liberté et une sécurité tout à fait concrètes.

L'Homme n'a pas que des droits. L'article premier des Droits de l'Homme prétend que les êtres humains sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.

Raison et conscience sont mal réparties. Où sont les surdoués capables de rappeler aux responsables politiques leur devoir de fraternité?

Être libre en 2018, réalité ou illusion? Réflexions sur l'invasion du numérique

L'Homme et la Liberté

Franck Colotte

„L'homme est né libre et partout il est dans les fers“.

(Rousseau, „Du Contrat social“, Livre I, chapitre 1 - 1762)

Depuis la nuit des temps, l'Homme semble habité par une aspiration prononcée pour la liberté entendue comme pouvoir d'agir sans contraintes étrangères ou extérieures, par un besoin d'émancipation des formes et des puissances de coercition qui ont vocation à restreindre son champ d'action autonome. En 2018, cette préoccupation de nature anthropologique, philosophique, numérique, etc., qui, de prime abord, semble tendre vers les deux infinis de Pascal, se heurte à une série de mécanismes (socioéconomiques, politiques, technologiques, etc.) liberticides qui remettent sérieusement en question la notion pluridimensionnelle de liberté en 2018. La célèbre formule de Jean-Jacques

Rousseau, qui ouvre son essai intitulé „Du Contrat social“ (1762), plonge d'emblée, de par sa dimension paradoxale, le lecteur dans la perplexité dans la mesure où, si l'homme est partout dans les fers, cela signifie qu'aucun régime ne garantit actuellement la liberté. Rousseau commence ainsi par exposer, dans les premiers chapitres „Du Contrat social“, ce qui rend ces régimes illégitimes. Il opère une critique de la monarchie, de tout régime qui repose sur la force et de tout régime qui, au nom de la sécurité, nie toute liberté. Or, la notion de liberté naturelle de l'homme est un thème commun à Rousseau et à la plupart des théoriciens de l'École du Droit naturel, qui, d'Aristote à des philosophes tels John Locke (1632-1704) ou Montesquieu (1689-1755), défendent l'idée selon laquelle le droit naturel désigne l'ensemble des droits que tout être humain possède de par sa nature d'être humain, et cela indépendamment de toute institution. Il s'oppose ainsi au droit positif qui désigne l'ensemble des règles d'une société donnée, créées et appliquées par les hommes, ce dernier étant changeant et variable en fonction du temps et du lieu. La réflexion sur le droit naturel se trouve déjà dans l'Antiquité, mais ce qui fait l'originalité de Rousseau, c'est d'avoir dit que cette liberté naturelle est inaliénable et que nul homme n'a le droit de s'en dépouiller, sous quelque prétexte que ce soit: „Renoncer à sa liberté c'est renoncer à sa qualité d'homme, aux droits de l'humanité, même à ses devoirs“ („Du Contrat social“, livre I, chapitre 4, „De l'esclavage“). Notons enfin que cette formule de Rousseau sera reprise dans la „Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen“ (1789): „Les hommes naissent et demeurent libres, et égaux en droits“.

Conditionnée par la connaissance, la liberté n'est peut-être elle-même qu'une conquête sans cesse recommencée, un processus de libération. Nous entendons par là le processus complexe par lequel l'homme acquiert la maîtrise de son activité mentale, la maîtrise des choses et la maîtrise de la société. Prendre le contre-pied de la problématique traditionnelle du libre arbitre, c'est inscrire le problème de la liberté

non dans une évidence psychologique qui se suffirait à elle-même, mais dans un cheminement nécessaire par lequel l'homme s'affranchit de tout ce qui entrave son action, soit en l'aveuglant (préjugés, fausses connaissances, conflits intérieurs), soit en l'opprimant (servitudes économiques, sociales ou politiques). Ainsi considérée, la liberté entraîne un cortège de questions: est-elle un droit ou un fait? Un pouvoir réel ou une donnée psychologique? Un état ou une conquête? Une négation ou une prise en charge de la nécessité? Toutes ces questions mettent en évidence la complexité d'un problème dont l'analyse ne peut se tenir dans le seul domaine de la philosophie. Un bref historique des conceptions de la liberté ferait apparaître le rôle qu'a joué, dans notre culture, la genèse de la conception de référence d'un sujet humain prédéfini, détenteur du libre arbitre et possédant une nature inaliénable. Liée au sentiment intérieur de la liberté, cette conception s'est déployée sur le plan philosophique en plusieurs étapes: d'abord, avènement du sujet moral avec la tradition judéo-chrétienne de la thématique de la création; ensuite, avènement du sujet épistémologique avec la Renaissance et pensée classique (libre arbitre cartésien comme indépendance de la faculté de jugement; négation du principe d'autorité dans les sciences), puis la philosophie critique; enfin, avènement du sujet-individu de l'économie politique (dissolution historique progressive des groupements féodaux). À cela s'ajoute la formulation de l'égalitarisme juridique qui permet d'émanciper le sujet économique (par l'initiative individuelle) et politique (par le modèle du contrat). Rappelons également que les différentes figures prises par la liberté renvoient à des conceptions générales, liées à des points de vue différents. Il s'agit tantôt du pouvoir de l'être sur lui-même, donc de la maîtrise de soi. Si cette question a un sens au niveau du libre arbitre psychologique des stoïciens ou de la pensée classique, elle est complètement transformée et renouvelée dans ses termes à la lumière de la psychologie moderne et de la psychanalyse. Il s'agit tantôt du pouvoir de l'être sur les choses, donc de la maîtrise de la nature: la liberté est ainsi pensée comme transformation active du donné. Enfin, il s'agit du pouvoir de l'être sur la société, donc de la maîtrise du développement économique et social avec, en-



tre autres, une neutralisation des illusions idéologiques divers et transformation active du contexte social.

L'invasion du numérique

Que reste-t-il de toutes ces conceptions de la liberté au jour d'aujourd'hui, c'est-à-dire à l'heure de „l'homo digitalis“ bercé par les illusions du tout numérique? Prenons un exemple probant: la liberté d'expression, que l'on considère en général – et par définition – „libertifère“ (c'est-à-dire porteuse de liberté). Elle est considérée comme un droit fondamental, comme on peut le lire par exemple sur le site de l'Unesco: „La liberté d'expression est le fondement de toute démocratie. Le mandat de l'UNESCO repose sur la protection et la promotion de la liberté d'expression, que ce soit en ligne ou hors ligne. L'Acte constitutif de l'Organisation invite les États membres à travailler ensemble pour promouvoir la connaissance et la compréhension mutuelles des peuples à travers la libre circulation des idées, par le mot et par l'image“ (https://fr.unesco.org/70years/liberte_dexpression). La liberté d'expression et d'information constituent, selon cette conception, les piliers d'une société saine et démocratique sur lesquels repose la croissance sociale et économique: ils permettent la libre circulation des idées - nécessaire à l'innovation - et renforcent la responsabilité et la transparence.

De ce point de vue-là, le numérique, à commencer par Internet, semble constituer un extraordinaire démultiplicateur car il offre une tribune quasi infinie à l'homme de la rue, qui peut cependant aller jusqu'à déverser toutes les poubelles de la pensée sur la Toile. La première question que l'on est en droit (et même en devoir) de se poser est la suivante: trop de liberté ne tue-t-il pas la liberté? Cette première question en appelle deux autres: faut-il domestiquer

Internet? Mais peut-on seulement domestiquer Internet? Les résultats d'une étude de l'Université d'Oxford (publiée en juin 2017, <http://comprop.oii.ox.ac.uk/wp-content/uploads/sites/89/2017/06/Case-studies-ExecutiveSummary.pdf>) sont sans appel pour les réseaux sociaux au point d'affirmer que „la propagande informatique est à présent l'un des outils les plus puissants contre la démocratie“. D'après cette enquête menée par douze chercheurs, les réseaux sociaux sont largement utilisés par les gouvernements pour diffuser leur propagande, désinformation ou manipulation. Ces chercheurs ont ainsi étudié l'usage de ces plateformes par les gouvernements de neuf pays (Etats-Unis, Chine, Russie, Pologne, Brésil, Canada, Allemagne, Ukraine et Taïwan). Grâce à des dizaines de millions de publications mis en ligne sur sept réseaux sociaux différents (Twitter, Facebook, Reddit, etc.), ils ont également confirmé que la diffusion „des mensonges et de la désinformation“, issus de la propagande traditionnelle, est favorisée notamment par les algorithmes de Facebook et de Twitter.

Comment penser après cela que notre opinion, qui – nous le savons au moins depuis Platon (pour qui cette dernière, en tant que telle, n'est jamais „vraie“ à proprement parler) – n'a pas en soi une grande valeur, puisse être la traduction d'une autonomie du jugement ayant vocation à établir les différents pouvoirs de l'être (sur lui-même, sur les choses et sur la société)? N'est-elle pas non seulement surveillée et corsetée, mais encore calibrée et formatée par un rouleau compresseur idéologique comme l'explique en détail l'essai aussi effrayant qu'édifiant de Marc Dugain et de Christophe Labbé, „L'Homme nu. La dictature invisible du numérique“ (Plon/Robert Laffont, 2016)? Les deux auteurs démontrent qu'en nous connectant, nous nous croyons autonomes, libres, alors qu'en réalité nous nous soumettons à la machine. La communication obéit à des règles, les messages sont formatés, la rela-

tion sociale est programmée: l'algorithme dessine les contours de notre identité numérique.

Nous subissons la grande illusion de ne plus être jamais seuls parce que le réseau va tous nous connecter - l'hyperconnexion nous donnant le sentiment d'être reliés aux dépens des frontières. Ils soulignent par ailleurs que l'explosion actuelle de la technologie numérique non seulement change notre façon de vivre et de communiquer, mais encore altère notre cerveau rapidement et profondément, comme par un phénomène „d'hypnose numérique“. Nous perdons ainsi notre capacité à nous concentrer et à réfléchir, c'est-à-dire notre esprit critique, et devenons plus manipulables. L'homme est ainsi déboussolé dans le temps mais aussi dans l'espace. Plus grave encore, la machine se souviendra à sa place pour que son cerveau ainsi déchargé puisse se consacrer à d'autres tâches. Or en externalisant notre mémoire, nous risquons d'altérer une qualité purement humaine, l'imagination (qui se nourrit du vécu émotionnel gravé dans notre cerveau). Réduit à des quantités mesurables, l'homme, s'il ne veut pas être remplacé par l'intelligence artificielle de l'homme de demain que dessine Google - une sorte d'homme digital robotisé? - ne devra-t-il pas lutter contre la baguette magique qui fait disparaître la notion même d'effort – le clic, et ainsi résister au carcan du numérique?



Dragons et dragonnades

Les têtes fracassées
de Léviathan

Jean Sorrente

Je me souviens d'une chanson de Léo Ferré, où il est question d'un douanier qui vérifie les papiers d'identité. Un étranger donc se présente. Comment vous nommez-vous?, demande le douanier.

– Karl Marx. – Allez, passez! Le douanier ne se doute pas quelle révolution est en marche et qu'il vient, à son insu, d'accorder à celui qui l'inspire une sorte de sauf-conduit. Il suffit que quelqu'un échappe au contrôle, il n'en faut qu'un seul, et l'histoire prend un autre cours. Un tel laxisme, une telle impéritie, sont aujourd'hui impensables, on s'en doute, avec la biométrie, la numérisation des données, le fichage bientôt systématique. Comment passer inaperçu dans l'univers carcéral de la surveillance généralisée, dont on voit, médusé, s'affiner les instruments et se concrétiser le projet? Dans *Surveiller et punir*, publié en 1975, Michel Foucault décrit et analyse les mécanismes d'assujettissement mis en place par ce qu'il appelle la „société disciplinaire“, société où chaque individu, d'anonyme qu'il était devient un „cas“, un homme calculable, un être que le pouvoir a pour vocation, non seulement de contrôler dans son individualité, mais de dresser, de redresser, de classer, de normaliser, d'exclure, etc. C'est encore plus vrai aujourd'hui. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, la société libérale ne renonce pas à l'État, mais augmente son influence. „Son intervention, écrit Foucault en citant Nikolaus Heinrich Julius, réformateur des prisons, (est) de jour en jour plus profonde dans tous les détails et toutes les relations de la vie sociale“, car il s'agit de surveiller

„une grande multitude d'hommes“ en même temps. Foucault s'attarde sur le Panopticon de Jeremy Bentham qui pourrait servir de modèle. C'est un bâtiment disciplinaire sophistiqué qui permet de contrôler, sans qu'ils puissent s'en défendre, l'ensemble des détenus séparés les uns des autres. Ils sont vus, mais, parfaitement individualisés, ils ne voient ni leurs voisins de cellule ni leurs gardiens. On pourrait en appliquer le principe au monde du travail et de proche en proche, prendre en écharpe la société toute entière. Le big brother orwellien de Bentham, à la faveur de son coup d'œil panoptique, s'insinue ainsi dans l'intimité de tout un chacun. C'est un „laboratoire de pouvoir“ qui ne se contente pas d'épier et de contrôler, mais, dans la perspective de ce que Foucault appelle „l'orthopédie sociale“, d'expérimenter sur les hommes, de les diriger et de les transformer à sa guise. „L'effet majeur du Panoptique, conclut Foucault: induire chez le détenu un état conscient et permanent de visibilité qui assure le fonctionnement automatique du pouvoir.“ Avec les Lumières a commencé la société contractuelle

censée garantir les droits de l'individu, mais en même temps, c'est le paradoxe, la société disciplinaire, qui est „une sorte de contre-droit“, parce qu'elle introduit une „dissymétrie insurmontable“ entre le pouvoir et les différents partenaires du corps social. Quand est violée la sphère intime, privée, celle dont le droit civil devait protéger l'intégrité, on retrouve l'arbitraire et la tentation totalitaire. Nul besoin de vivre dans des régimes autoritaires, il suffit que chaque domaine ou secteur de la vie sociale soit soumis à l'autorité politique et que soient contrariés les antagonismes qui d'ordinaire animent le débat démocratique, pour qu'on tombe dans „la logique totalitaire“. „Là où se signale l'élément le plus secret, le plus spontané, le plus insaisissable de la vie sociale, dans les mœurs, dans les goûts, dans les idées, le projet de maîtrise, de normalisation, d'uniformisation, va au plus loin.“ C'est ce vers quoi peuvent tendre, selon le philosophe Claude Lefort, les démocraties elles-mêmes, comme l'avait déjà pressenti Tocqueville quand, étudiant la démocratie en Amérique, il voyait dans le „pouvoir immense et tutélaire“ de l'État, d'un côté, et, de l'autre, dans l'égalitarisme qui „dérobe peu à peu chaque citoyen jusqu'à l'usage de lui-même“, poindre une nouvelle servitude, certes „réglée, douce et paisible“, mais combinée avec les formes seulement extérieures de la liberté. Ainsi le Léviathan hobbesien qu'est l'État dispose-t-il des outils nécessaires pour s'assurer, sous „l'empire de la raison“ et les apparences de la légalité, la sujétion de tous. Au XVII^{ème} siècle, Thomas Hobbes pouvait encore croire en



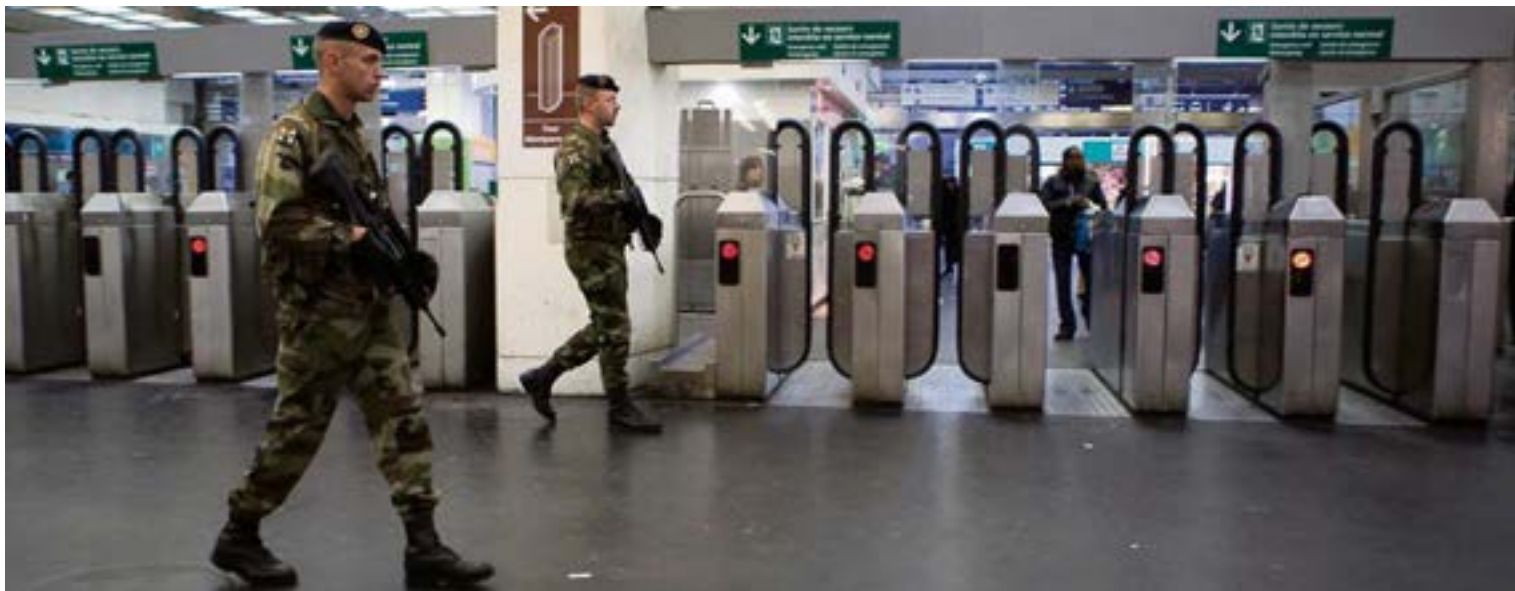


l'efficacité de la convention, où chacun abandonnait son droit de se gouverner soi-même pour le déléguer à une seule personne ou un groupe de décideurs, on sent bien qu'une fois le droit cédé, l'abus de pouvoir, comme c'est la pente naturelle de tout pouvoir, n'est pas loin. Hobbes, du reste, l'admet quand il pense que les libertés ne dépendent que du silence de la loi. Or quel champ d'activité humaine peut-il encore échapper à la loi? Quels que soient les garde-fous dont se dotent les systèmes politiques où l'autorité émane du peuple, le ver d'un gouvernement discrétionnaire est déjà dans le fruit de la souveraineté nationale. C'est le cas de figure qui, pour reprendre l'exemple de Giorgio Agamben, se présente quand les démocraties parlementaires deviennent des démocraties gouvernementales, quand la société atomisée par et à cause de l'égalitarisme (qui n'est pas l'égalité) s'enferme dans le communautarisme ou glisse vers le nivellement et l'uniformisation, quand les droits fondamentaux censés protéger l'individu, comme le droit à l'intégrité de la personne, ne sont plus garantis. C'est peut-être, pour en revenir à Tocqueville, parce que les gens sont maintenant „dans l'enfance“, qu'ils souscrivent, c'est étonnant, à leur propre servitude. Dans le cadre de la lutte antiterroriste, on a déclaré en France l'état d'urgence, devenu rapidement l'état d'exception ou l'état de siège. On a voulu l'instituti-

onnaliser en l'inscrivant dans la constitution, comme si l'arsenal des lois existantes ne suffisait pas pour endiguer l'offensive terroriste. L'état d'exception, qui devrait en principe être limité dans le temps, suspend le droit commun et les libertés publiques. On peut s'inquiéter de ce qui, dans une démocratie, finit par ressembler à une usurpation, puisque la souveraineté change de main. „Est souverain, écrit le juriste Carl Schmitt, celui qui décide de l'état d'exception.“ Si c'est le chef de l'exécutif, on se retrouve alors dans une „dictature constitutionnelle“ qui contredit le principe de légalité et de proportionnalité. „L'état d'exception, selon le même Carl Schmitt, est toujours quelque chose de différent de l'anarchie et du chaos, et au sens juridique, il existe encore en lui un ordre, même si ce n'est pas un ordre juridique.“ Ce qui revient à dire qu'il est légal sans être légal (est-il seulement légitime?), qu'il s'agit d'un ordre juridique sans droit, ce que Giorgio Agamben, qui commente, notamment dans *Homo sacer*, le ci-devant juriste, appelle un „ordre nu“. Situé entre le politique et le droit, et plutôt politique, l'état d'exception est une dangereuse menace pour les droits fondamentaux, car il touche aux droits politiques eux-mêmes de la personne. On a vu ce que cela a donné à Guantánamo avec la détention, au mépris des conventions de Genève, des islamistes faits prisonniers en Afghanistan et

en Irak et considérés comme des combattants illégaux. De façon générale, l'état d'exception s'autorise de ses pleins pouvoirs pour considérer n'importe qui comme suspect, pour incriminer des intentions et punir de manière préventive, „indépendamment de tout indice établissant la commission d'une infraction“, précise le collectif qui, en ce moment, soutient les inculpés issus de la mouvance anarcho-autonome dans l'affaire de Tarnac. Or qu'observe-t-on? Que ces mesures d'exception sont tout à fait inefficaces pour abattre le terrorisme.

En 1980, alors que Léo Ferré chantait la révolution, M. Valéry Giscard d'Estaing, président de la République, avait concocté une réforme intitulée Sécurité et Liberté. C'était déjà l'idée, après les attentats terroristes des années de plomb, de se doter d'un „droit pénal exorbitant“. La jeunesse d'alors, sentant que la liberté ne pouvait dépendre de la sécurité, qu'au contraire la sécurité en restreignait gravement l'exercice, avait été vent debout contre la réforme. Qu'en est-il aujourd'hui, où le libéralisme tend à dépolitiser le citoyen et à noyer les conflits dans une vision irénique du monde globalisé? Il est vrai que, dans les années 80, la société n'était pas encore gangrenée par les nouvelles virales ou les fake news, anesthésiée ou hystérisée - c'est au choix - par le conformisme délétère des réseaux sociaux.



Entre promesses et consécration

„Vous êtes là, Monsieur Macron?“

Aicha Bouabaci

C'était le 15 mai 2017, à l'aéroport D'Orly où je venais d'arriver d'un voyage en Algérie pour rentrer en Allemagne. C'était la deuxième fois, en deux mois, depuis de très longues années, que je mettais les pieds dans cet aéroport. Je suis plutôt une habituée de la Lufthansa: une question de coût et de commodité; cette compagnie mettait en effet à la disposition de ses voyageurs une navette, depuis la ville de Strasbourg pour les conduire à l'aéroport de Frankfurt/Main; résidant dans une petite ville allemande frontalière, cette solution me convenait tout-à-fait. Mais la Lufthansa décida au courant de l'année 2017 de mettre fin à ce régime profitant notamment aux clients algériens; la compagnie Air France prit alors le relais, en proposant le trajet Strasbourg-Paris-Orly-Alger, un train de la SNCF assurant la navette jusqu'à l'aéroport d'Orly.

Au cours du voyage aller, je m'étais retrouvée dans le même compartiment qu'un lycéen français, en classe terminale, en vacances; nous sympathisâmes immédiatement; quand je lui appris mon point de chute - l'Algérie -, il eut un petit sourire et me dit: „moi, je me rends à Tel-Aviv“. Ce

sourire malicieux en référence, bien sûr, à l'histoire des peuples arabes et de l'Etat d'Israël.

Il est juif, moi musulmane mais nous n'étions pas en guerre lui et moi; nous parlâmes gaiement de choses et d'autres, jusqu'à notre arrivée à l'aéroport d'Orly; ensemble, nous parvînmes à l'aire d'embarquement; il me quitta après m'avoir accompagnée jusqu'au comptoir d'enregistrement de mon départ, après s'être assuré que tout allait bien pour moi, comme si j'étais de la parentèle. C'est bien ce genre de rencontres, heureusement, qui redonne foi en l'humanité!

Mon voyage aller vers Alger s'étant bien passé, c'est sans appréhension que je le refis en sens inverse, au jour dit. Arrivée à l'aéroport d'Orly, c'est très à l'aise que je remplis les formalités de police, récupérai mes bagages et suivis tranquillement les indications mentionnées par les panneaux; mais à un moment, n'étant pas familière des lieux, je demandai quand même mon chemin à une jeune employée. Il fallait tourner à gauche pour atteindre l'aire d'embarquement ferroviaire; c'est ce que j'avais retenu. Mais tout juste après avoir tourné à gauche, j'eus un moment d'hésitation; je m'arrêtai et cherchai du regard

quelqu'un, derrière moi. Je vis alors, rassurée, un homme en uniforme gris anthracite: un policier ou un douanier?

Au moment où je me tournai vers lui pour le questionner, il me fit signe, d'une façon pas très aimable, d'aller dans sa direction. Arrivée auprès de lui, il me questionna sans aménité: „D'où vous venez?“, mais c'est avec entrain que je lui répondis: „D'Algérie!“; étant sûre d'être bien accueillie en raison des liens entre nos deux pays, surtout après la visite de monsieur Macron en Algérie durant sa campagne présidentielle; n'avait-il pas affirmé que „la colonisation était un crime contre l'humanité“¹ ? Comme il s'était déclaré l'ami de l'Algérie, je me croyais donc en pays ami. Que nenni! La mine de mon interlocuteur, qui portait une mitraillette tout contre lui, s'était durcie. Je ressentis alors, sourdement mais très fort comme le cliquetis d'une arme qui aurait été enclenchée. Un flot d'ondes négatives m'inonda. J'avais pénétré dans l'aire du Danger.

Cet homme était un policier. Nous étions en France et qui ne connaissait cet instrument permanent de lutte contre le terrorisme appelé Plan Vigipirate² ? Comme je vivais en Allemagne, je n'étais pas imprégnée de cette réalité.

Les compagnons de cet agent, tous convaincus de leur mission cruciale, „vigilance permanente face à une menace durablement élevée mais diffuse“, une douzaine, des hommes et quelques femmes, portant le même uniforme et la même face méfiante, se rapprochèrent. L'interrogatoire se poursuivit:

- Qu'est-ce qu'il y a dans vos bagages?

- Que voulez-vous qu'il y ait? Des vêtements surtout; et des livres et des friandises pour ma famille...

- Pour combien d'euros vous en avez eu?

Et il avança un chiffre énorme qui me fit presque rire, moi l'enseignante retraitée aux maigres revenus!

Cette étape de l'interrogatoire résolument suspicieux répondait au premier niveau d'alerte, marqué par la permanence de l'objectif sécurité, en tous lieux et sur l'ensemble du territoire et comprenant cent mesures³. Celle qui allait suivre correspondait au deuxième niveau d'alerte, soit la sécurité renforcée - risque d'attentat⁴. C'était maintenant au tour des choses sérieuses.

Je le vis à l'empressement de ces policiers; une femme s'empressa d'enfiler de longs gants en plastique pour entamer la fouille de mes bagages. Cette suspicion, l'enfermement de ces gens dans la logique de l'étranger, potentiel-terroriste-contrebandier-criminel⁵, dans tous les cas l'ennemi de la France, me firent monter le sang à la tête. Etant aussi juriste de formation, avec une mention spéciale pour les Droits de l'Homme, je protestai énergiquement, alignant tous les arguments que je connaissais; rien n'y fit: l'opération de fouille de mes bagages se poursuivait; consciencieusement, si je puis dire. Ces bagages, pourtant, avaient été passés, à l'aéroport d'Alger, deux fois au scanner et plusieurs fois à la fouille manuelle; tout le monde connaît l'intransigeance et la compétence de mon pays, lourdement éprouvé par le terrorisme, en matière de sécurité et de respect des lois réprouvant le transport et le commerce de matières illicites. Je n'étais ni une dealer ni une terroriste.

Indignée par le traitement qui m'était infligé, mes protestations s'enchaînèrent, visant le zèle de ces fonctionnaires et leur manque de discernement. Est-ce qu'ils n'avaient pas une mission plus urgente à assurer ailleurs? J'étais mécontente de moi aussi. J'avais l'impression que mon discours savant sur les droits de la personne n'était qu'une logorrhée insipide que j'aurais pu m'épargner. J'étais en minorité face à ce groupe de justiciers, apparemment convaincus d'avoir repéré l'individu suspect, car la fouille se poursuivait, et le linde défaut, les paquets ouverts laissaient découvrir des affaires que transporte toute mère de famille soucieuse de surprendre agréablement ses enfants. En fait, l'attitude de ces gens avait imperceptiblement

changé: ils étaient devenus plus avenants; ils m'assurèrent de leur bonne volonté: „ils ne faisaient que leur travail“; ils me proposèrent même le cahier de doléances dont ils disposaient; et alors que je leur reprochais de me mettre en retard et de compromettre mon retour à Strasbourg, l'un d'eux me rassura: „Je vous aiderai, Madame.“ La fonctionnaire remettait les affaires dérangées en place après que tous les bagages aient été minutieusement visités.

Résultat: j'étais une fausse suspecte. Pas de faces cramoisies à cause de l'insuccès et pas d'excuses. Il ne faut surtout pas oublier qu'ils n'avaient fait que leur travail, qu'ils n'avaient fait que suivre les instructions. Comme je parlais, un flot impressionnant de passagers déboucha alors: surtout des hommes, type Europe de l'Est, sûrs d'eux-mêmes; on ne les apostropha même pas: je ne pus m'empêcher de lancer puérilement à mes tourmenteurs: „Ah, eux, ils peuvent passer!“ Et je me répondis in petto, sans sourire et sans espoir, sans mentir et sans gloire: „Bien sûr, eux, sont de la même famille; celle de la bonne couleur; celle qui avance. Et moi, j'appartiens à la famille à la couleur indécise; celle qui recule; la famille déchue; la famille apatriée, avec ou sans-papiers!“ J'ai failli depuis à toutes mes promesses: engager des démarches de protestation, interpellier Monsieur Macron: „Vous êtes bien là, Monsieur Macron? Installé depuis le 14 mai

2017, à la tête de la République de France; tout le monde le sait. Alors, s'il vous plaît, envoyez des circulaires, rassurez ces peuples d'ailleurs qui ne font que passer; éclairez ces corps de vigie et parlez-leur de votre devise sacrée: 'Liberté, Egalité, Fraternité'; qu'elle vibre pour que résonne son universalité!“

Mais c'est comme si vous m'aviez entendue, Monsieur le président Macron! Vous êtes venu de vous-même, en Algérie, familier des lieux, pour une courte visite le 6 décembre 2017, avec la promesse de revenir en février 2018. Vous étiez, au centre d'Alger, dans la rue Larbi Ben M'hidi, du nom de ce héros de la Révolution, arrêté et assassiné par les parachutistes français le 4 mars 1957, au cours de cette Bataille d'Alger, commencée le 7 janvier 1957, quand le général Massu, auréolé des pleins pouvoirs, entamait une bataille féroce pour „liquider le terrorisme“.

Terroristes hier; terroristes aujourd'hui. Cela ne finira donc jamais?

Mais ce 6 décembre, c'était la fête à Alger, comme l'ont affiché toutes les télévisions: Monsieur Macron, rayonnant, serrant des mains, devisant gaiement avec des femmes et des jeunes qui l'interpellaient de partout et lui, répondant joyeusement: „arrive!“ Une cour de récréation dont l'animateur principal était Monsieur Macron, sans guide et sans chaperon! Il était bien accompagné des deux ministres des Affaires étrangères, mais ils se trouvaient très à l'écart, devisant aimablement.

Monsieur Macron, indéniablement, se sentait chez lui!

Alors, pourquoi pas moi, chez lui? Là, devrait commencer l'Histoire...

Mais pour moi, Orly c'est fini.



1. On se souvient que cette déclaration avait soulevé une tempête de protestations en France et Monsieur Macron, indubitablement, en avait tenu compte. Consécration oblige!

2. Le plan Vigipirate plus comporte trois niveaux d'alertes depuis le 1er décembre 2016: le niveau vigilance, le niveau sécurité renforcée-risque attentat et le niveau urgence attentat.

3. Parmi ces cent mesures: la surveillance des transports et des lieux publics ou encore le contrôle de l'accès aux sites publics.

4. Ce niveau répond à une menace terroriste élevée et compte 216 mesures en plus dont des opérations de filtrage et de fouilles.

5. Et pas n'importe quel étranger! Celui venu d'un pays suspect: origine ethnique et confession qu'on ne saurait voir. Mes papiers ne m'ont même pas été demandés; même si j'avais une nationalité européenne, c'est mon faciès - serait-ce même un joli minois - qui devait parler pour moi.



Autokraten unter sich - Fotomontage © Der Tagesspiegel 13.08.2016

Illiberalismus

Ein gefährlicher Geist ist aus der Flasche

Jim Schumann

Nach dem Ende des Zweiten Weltkriegs wurde die liberale Demokratie zur überwiegenden und weithin geltenden Staatsform. Das heißt, der Rechtsstaat garantierte die liberalen Freiheiten. Gleichzeitig etablierte er in den Verfassungen die Pluralität und Teilung der Gewalten.

Hat die liberale Demokratie ausgedient?

Heute aber wird diese langsam errungene liberale Demokratie von Populisten als veraltet und kosmopolitisch denunziert, steht sie massiv unter Druck und zwar besonders durch den Aufstieg der „illiberalen Demokratien“ von der Machart Viktor Orbans.

Von ihm stammt der affirmativ verwendete Ausdruck „illiberaler Demokratie“. Die dahinterstehende Idee ist allerdings wesentlich älter. Schon vor einhundert Jahren sprach der Begründer des politischen Faschismus, der Duce Benito Mussolini,

über den Untergang des Liberalismus und den Aufstieg des illiberalen Europas.

Und tatsächlich sah es so aus, als habe der Duce die Zukunft Europas und der Demokratie richtig gedeutet. Bis zu Beginn der zweiten Hälfte des 20. Jahrhunderts war der Liberalismus, als politische Strömung, aus ganz Europa verschwunden. Allerdings haben sie, mit Ausnahme der Nationalsozialisten, den Begriff „Demokratie“ nicht bekämpft oder abgeschafft, stattdessen haben sie die Demokratie, ganz wie heute Viktor Orbán, illiberalisiert. Dem Faschismus, wie dem Bolschewismus, galten die liberalen Demokratien als bloße formale Demokratien und somit als Feinde der wahren, illiberalen Demokratie.

Die Liberalismusfeindlichkeit ist also keineswegs neu: Ihre heutige Form ist es durchaus. Die Struktur der Gesellschaft hat sich seither fundamental verändert, und damit auch der Typus der illiberalen Demokratie. Die Klassengesellschaft wurde durch die industrielle Konsum- und

Massengesellschaft ersetzt. Hannah Arendt hat schon vor mehreren Jahrzehnten („Human Condition“) auf diese fundamentale Transformation der Gesellschaft aufmerksam gemacht.

Die Demokratie, seit der Einführung des allgemeinen Wahlrechts, beruht grundsätzlich auf der Mehrheitsentscheidung. In einer Klassengesellschaft wird die Wahlpräferenz durch Klasseninteressen bestimmt: Die Arbeiter wählen sozialistisch oder kommunistisch, die Bürger liberal und die Adligen und Bauern konservativ. Doch in einer modernen Massengesellschaft, wo es keine klaren gesellschaftlichen Klasseninteressen mehr gibt, gilt dieses Schema nicht mehr.

Ideologien besetzen den wahlentscheidenden Platz - die auf Emotionen zielende Irrationalität ist dabei die auf relative Rationalität der Klasseninteressen zu verdrängen. Gewiss, und auch das kann man bei Hannah Arendt nachlesen, Demagogie und Betrug, Lügen und falsche Versprechungen haben in der Politik immer eine

Rolle gespielt, aber nicht, wie heute, von Orban bis Kaczynski über Erdogan, Putin und Trump, nicht die überwiegende Rolle.

„Nur die allerdümmsten Kälber wählen ihren Schlächter selber“
(Brecht)

Die ideologischen Waffen der modernen Populisten sind verschieden. Eine Waffe aber, von rechts bis links, wird derzeit immer erfolgreicher eingesetzt: Der Nationalismus. Seit Ende des Ersten Weltkriegs hat die „Nation“ alle vorherigen Identitäten ersetzt und heute, mehr denn je, spielen alle extremen Bewegungen diese nationalistische Karte aus. Illiberalismus legitimiert sich heute wesentlich durch Nationalismus, und zwar zumeist in seiner „völkischen“, also ethnisch „reinen“ Form. Massengesellschaft und Nationalismus haben auch die Art modifiziert, wie sich die Liberalismusfeindlichkeit institutionell niederschlägt. Antiliberaler Parteien brauchen heute nicht mehr den Staat durch Gewalt zu „besetzen“, die sogenannte illiberale Demokratie passt sich den Bedingungen der Massengesellschaft an. Mithilfe des allgemeinen Wahlrechts ist es möglich eine Diktatur, eine Tyrannei oder eine Autokratie einzurichten. Diese Form der illiberalen Demokratie ist somit in einem formalen Sinne durchaus demokratisch, allerdings nur „de jure“, aber nicht „de facto“.

Beispiel Ungarn: 2012 hat Viktor Orban ein Wahlgesetz mit einem neuen Zuschnitt der Wahlbezirke verabschieden lassen um sich fast vier Fünftel der Mandate zu sichern.

Beispiel Türkei: Das Referendum hat Erdogan faktisch die Alleinherrschaft beschert, eine Situation die an Deutschland 1933 erinnert, wo man vor den Wahlen die kommunistischen Politiker und Parteimitglieder verhaftete, damit sie an den Wahlen nicht teilnehmen konnten. Erdogan hat dasselbe getan. Auf diese Weise brauchte er keine Diktatur einzurichten und er kann versichern, dass er für seine neue „Präsidialdemokratie“ die Mehrheit der Stimmen bekommen hat und auch in Zukunft bekommen wird.

„Illiberale Demokratie“ bedeutet also, liberale Freiheitsrechte zu verdrängen durch eine bloß formale Legitimation der Mehrheit - eine von einem „Führer“ geleitete Partei gelingt durch Mehrheit der Wahlstimmen an die Macht und besetzt diese Macht auf Dauer mit zumeist undemokratischen antiliberalen Positionen.

Ob Russland unter Putin, die Türkei unter Erdogan oder Ungarn unter Orban - alles

illiberale Demokratien und doch in vielen Faktoren verschieden. Diese Unterschiedlichkeit hindert aber unsere CSV nicht daran weiterhin mit Orbans' Fidesz derselben Parteifamilie im EU-Parlament anzugehören.

Die Fallstudie Ungarn

Illiberale Demokratien sind einander nicht ganz gleich. Ihr Charakter hängt von verschiedenen Faktoren ab und so wie die Genesis der illiberalen Demokratien verschieden ist, so unterschiedlich sind auch die Charaktere ihrer „Führer“. In allen Fällen handelt es sich jedoch um einen einzigen „Führer“, von dem alles abhängt. Allerdings gibt es „Führer“, die man Diktatoren, und andere, die man eher Tyrannen nennen kann. Alle illiberalen Demokratien verfügen über eine gemeinsame Ideologie: den völkischen Nationalismus. Diktatoren stützen ihre Herrschaft aber zusätzlich auf eine weitere, besondere Ideologie: Sie sind entweder rechts- oder linksradikal. Das heißt, sie stützen ihre Ideologie auf soziale Demagogie, auf Rassismus oder auf religiösen Fundamentalismus. Ihr einziges Ziel ist die Maximierung ihrer politischen Macht und damit ihr materieller Reichtum.

Viktor Orban ist in diesem Sinne kein Diktator, sondern ein Tyrann. Er verfügt über keine spezifische Überzeugung oder Ideologie - außer dem völkischen Nationalismus. Zur Erinnerung: Zu Beginn seiner Karriere um 1989/90 war Orban ein liberaler, antikommunistischer Parteichef von Fidesz. Er organisierte „bürgerliche Gruppen“ die er auflöste als er vor neun Jahren zu seiner absoluten politischen Macht gelangte und deklarierte die Politik des „zentralen Kraftfelds“. Sie charakterisierte die Politik Orbans in den vergangenen sieben Jahren. Alles kontrollieren - so lautet seine Devise, kurzum: die „Köpfe“ seiner Bürger. Dies aber will ihm nicht so recht gelingen.

Orban schuf auch seine eigene Oligarchie die ganz und gar von ihm abhängt. Diese Oligarchie kontrolliert mehr und mehr Boden, Industrie und Handel - kurzum alles was Orban nur greifen kann. „Niemand weiß, wer das nächste Opfer seiner Wirtschaftspolitik sein wird“.

Obwohl sich Orban jenseits des völkischen Nationalismus zu keiner spezifischen Ideologie bekennt, bewegt er sich immer mehr in Richtung der extremen Rechten. Seinen völkischen Nationalismus betreibt er in einer immer extremeren Weise. Für seine Hetzkampagnen wählt er dabei immer einen konkreten Gegenstand. Neuerdings gilt der US-Multimilliardär George Soros als der Hauptfeind seines verschwörungstheoretischen Hirngespinnsts. Dabei ist keineswegs zufällig, dass



Achtungs_Einsturzgefahr
© dahamist.at

Soros ein ungarischer Jude ist. Der Tyrann fängt an, seine Grenzen nicht mehr zu sehen.

Fazit

Die ungarische Variante der „illiberalen Demokratie“ gilt heute als eine Art Blaupause. Man sollte aber durchaus die anderen Fälle, mit ihren spezifischen Unterschieden genauer untersuchen. Dazu kann man auch die aktuellen Entwicklungen in Europa in Betracht ziehen.

2017 waren die Prognosen für Europa eher pessimistisch. Man sprach über den schier unaufhaltsamen Aufstieg des Populismus, ja sogar über die Gefahr einer Wiederholung der Geschichte des 20. Jahrhunderts. Und nach dem Trump'schen Wahlsieg fürchtete man gar die europäische Nachahmung seines Modells.

Heute hat sich die Lage etwas „normalisiert“. In einigen europäischen Ländern haben die antipopulistischen, antinationalistischen Kräfte gesiegt. Und dennoch wäre es verfrüht, Entwarnung zu geben. Die Massengesellschaft von heute kann mit den alten Kategorien der Klassengesellschaft nichts mehr anfangen und nur deshalb bedienen sich heute beide Extreme, auf der linken wie auf der rechten Seite, sowohl des völkischen Nationalismus als auch der sozialen Demagogie. „Les extrêmes se touchent“.

In gewisser Weise würde dies die aristotelische Lehre bestätigen: Die „goldene Mitte“ ist die beste, demokratisch anzustrebende Position. Doch, dazu sollte man einschränkend hinzufügen: Die Mitte braucht die Extreme! Die Komplizenschaft mit dem Illiberalismus beginnt früh - und sie hat viele Formen. Der Kampf für die Meinungsfreiheit ist weder links noch rechts, denn der Kampf gegen die Meinungsfreiheit wird von Linken wie Rechten geführt. Deren Motive sind verschieden, aber ihre Ziele gleichen sich: Aus den Augen, aus dem Sinn, aus den Ohren, aus der Welt. Die Einsicht, dass das Aushalten von Unsinn und Differenz ein Wert ist, der sich unmittelbar an den der Freiheit knüpft, wird offenbar immer seltener geteilt. Kritik die nicht von Selbstkritik begleitet wird, ist wohlfeil.

Menschenrecht gibt's nur im Laizismus

Keine Freiheit ohne Regeln

Carlo Kass

„Der Laizismus stellt für jeden Staatsbürger einen wesentlichen Schutz dar, die Garantie nicht nur dafür, dass seine eigenen Überzeugungen respektiert werden, sondern auch die, dass ihm die Überzeugung der anderen nie aufgezwungen werden.“

Individuelle Freiheit ist wohl ohne kollektive Regeln, auf die man sich idealerweise in einem demokratischen Prozess mit breiter Mehrheit geeinigt hat, nicht zu haben. Es dürfte nämlich einleuchten, dass ein menschengerechtes Zusammenleben auf einem klar definierten Territorium nur innerhalb eines ethisch moralischen Rahmens zu bewältigen ist, in dem jeder frei ist, sich an das Gesetz zu halten.

Und nach dem „Nemo censitur ignorare legem“, dem „Nul n'est censé ignorer la loi“ oder der „Unwissenheit schützt nicht vor Schuld“, sollte sich jeder Bürger bewusst sein, dass er nicht nur Rechte sondern auch Pflichten in einer politischen Gemeinschaft hat. John F. Kennedy drückte es mit dem

Satz „Frage nicht, was dein Land für dich tun kann – frage vielmehr, was du für dein Land tun kannst“ aus.

Wie der Journalist Chris Matthews bei den Recherchen für sein Buch „Jack Kennedy: Trügerischer Held“ herausfand, hatte er diesen Satz beim Leiter seines protestantischen Elite-Internats abgekupfert, der sie wiederum bei seinem Dekan in Harvard „entliehen“ hatte: „Der Jugendliche, der seine Alma Mater liebt, wird niemals fra-

gen: ‚Was kann sie für mich tun?‘, sondern ‚Was kann ich für sie tun?‘“

Und der junge und dynamische Kennedy, der dann auch noch im Auftrag einer Handvoll plutokratischer Globalisten umgebracht wurde, nur weil er mit einem Silberdollar der Vereinigten Staaten das Münzprägemonopol „ihrer“ Federal Reserve unterlief, ist genau das Exponat einer verlogenen Elite, den Rechtspopulisten der ganzen Welt als Märtyrer benutzen, um dem ewigen Underdog Angst einzujagen.

Und das Beispiel, das Super-Reiche und Noch-Reichere den leidenden Völkern

tionen Wohlstand gebracht hat, so ist dieser aber nicht immer bei den unteren Schichten angekommen. Allein in den Vereinigten Staaten hat die Mehrheit der sogenannten freien Bürger nicht einmal einen Pass beantragt, weil sie sich eine teure Reise in schöne weite Welt überhaupt nicht leisten können.

Und so ist ihre räumliche Sicht auf die Welt ziemlich verengt, was wiederum ihren begrenzten Geist öffnet für nationalen Populismus. Nur zu gerne tauschen sie die als abstrakt empfundenen universellen Menschenrechte gegen gefühlte lokale Sicherheit. Dass seit Zeiten des Wilden Wes-

tens der private Waffenbesitz durch den 2. Zusatzartikel verfassungsrechtlich geschützt ist, kommt ihnen dabei entgegen.

Denn als geborene Hilfssheriffs sorgt der pujadistische Mittelstand, der nicht mehr viel, aber doch noch etwas zu verlieren hat, für Recht und Ordnung im öffentlichen Bereich. Ein Bereich, den die Schönen und Reichen der Welt längst gegen gepanzerte Ghettos ausgetauscht haben, an deren Zäunen die meist schwarzen Under-

dogs sich Electroshocks einhandeln, wenn sie auf dumme Gedanken kommen.

Die Angst vor dem Tod wird bei diesen perspektivlosen Jugendlichen überwältigt von der Angst vor einem Leben in Armut, während, wie so oft in der leidvollen Geschichte des Bipeden, ihre alt und müde gewordenen Erzeuger sich lieber einem selbstherrlichen Tyrannen unterwerfen, als dass sie, jedenfalls solange es noch möglich wäre, ihr Schicksal und das ihrer Brut



rund um den Globus senden, ist alles andere als gut. Verlogen nicht nur der vom rechtslastigen Trump angezettelte Nebenschauplatz Welthandelskrieg, sondern auch die subventionierte Agrarpolitik der Europäischen Union, die u. a. den afrikanischen Kontinent am Boden hält, um nur dieses eine Beispiel unter vielen zu benennen.

Denn auch wenn die Globalisierungs den Schwellenländern und vielen anderen Na-

selbst in die Hand nehmen würden.

Gottlose Politik

Schaut man sich heute die auto- bis theokratischen Herrscher von Trump über Putin bis Erdogan, Modi und Duterte an, die sowohl in demo-, pluto- und polykratischen Staaten mit Zuckerbrot und Peitsche unterwegs sind, dann kann man die von Macron und Merkel an den Tag gelegte Freundschaft als die lang ersehnte Überwindung der Teilung des Kontinents in ein west- und ostfränkisches Reich sehen. Nach den Begegnungen von Helmut Schmidt und Valéry Giscard d'Estaing sowie Mitterand und Kohl ist es darüber hinaus die Bestätigung der Visionen von Konrad Adenauer, Charles de Gaulle und Alcide de Gasperi, die diese schon im Jahre 1951 in den Pariser Verträgen zur sogenannten Montanunion festgehalten haben. Damit sollte auch in Zukunft die Einheit des Kontinents besiegelt sein.

Ein laizistisches Europa, das mit neutralen Staaten gegenüber privaten Religionen die Todesstrafe ablehnt und damit gewappnet sein müsste, einer Zukunft ohne Bruderkriege entgegenzusehen. Eine Zukunft, in welcher der Einzelne den Platz der Sippe eingenommen hat und die Stärke des Rechts nach zwei blutigen Kriegen im vorigen Jahrhundert endlich das Recht des Stärkeren abgelöst haben müsste.

Ein solcher Kontinent, dem der angelsächsische Hegemon abhanden gekommen ist, muss natürlich machtlos zusehen, wie zurzeit in Syrien ein islamistisch geprägter arabischer Bürgerkrieg wütet, der stark an den Dreißigjährigen Krieg um die Hegemonie im alten Europa erinnert, nach dem im Westfälischen Frieden endlich die Rechte des gottgewollten Adels dem neuen Stadt- und Nationalbürger wichen.

Diese Entwicklung haben die früher auch in Stämmen um die Wasserlöcher organisierten neureichen arabischen Staaten, deren Nationalgrenzen von den Geologen großer Erdölmultis gezogen wurden, wohl noch vor sich. Und wenn der Westen seine schützende Hand nicht mehr über diese Warlords (Saud-Clique) hält, könnte sich sogar die Laizisierung eines friedfertig gelebten Islams entwickeln.

Dies wäre umso wünschenswerter, da das säkularisierte Europa mit der massiven, kriegsbedingten Einwanderung von muslimischen Flüchtlingen überfordert scheint. Hier ist es vor allem der starke Gottesbezug ihrer Rechtstradition(en), welcher mit der seit antiken Zeiten eingeübten Trennung von Religion und Recht sowie Kirche und Staat in der christlich-abendländischen Gesellschaft kollidiert.

Und statt in peinlich zusammengewürfelten Regierungskoalitionen über den Islam als Teil von Deutschland oder nicht zu

spekulieren, sollte man ausloten, ob sich ein sogenannter Euro-Islam entwickeln und welche Rolle der Laizismus dabei spielen könnte, die Glaubensgräben überwindbar zu machen und damit zu verhindern, dass diese Diaspora in verfeindete Parallelgesellschaften mündet.

Im Gegensatz zum Klerikalismus trumpft der Laizismus nämlich mit einer starken Maxime auf, die keinen Platz lässt für metaphysisch abenteuerliche Interpretationen: Religion ist Privatsache und der Staat hat in dieser Frage absolut neutral zu sein! Ein säkularer Staat integriert besser als einer der direkt oder indirekt, z. B. mit einem C im Parteinamen, pseudo-spirituelle Bekenntnisse vehikuliert.

Laut Jost Müller-Neuhof vom Tagesspiegel waren „Laikos“ im alten Griechenland die einfachen Menschen. Über das lateinische „laicus“ im Gegensatz zum „clericus“, dem Geistlichen, wurde es im Mittelalter zum „Ungebildeten“, da die Kinder der Armen, wie es Stendhal in „Rot und Schwarz“ eindeutig beschrieb, zu höheren akademischen Weihen auf die Kirche angewiesen waren.

Klerikale Freiheitsphobie

Virulent wurde der Laizismus vor allem, als nach protestantischem Schisma und fortschreitender Aufklärung die katholische Kirche mit der Gegegenreformation ihren unversöhnlichen Hass auf die neuen Zeiten manifestierte. Den Päpsten stieß vor allem die Freiheit aus dem trinitären Leitmotiv der Französischen Revolution übel auf. Allen voran komischerweise die Freiheit der Religionen.

„Dadurch, dass man allen Konfessionen ohne Unterschied die gleichen Rechte zugesteht, verwechselt man die Freiheit mit dem Irrtum“, schrieb Papst Pius VII. an die französischen Bischöfe. Im „Verzeichnis der Irrtümer“ (Syllabus errorum) verdammt Pius IX. im Jahre 1864 die öffentliche Schule und dekretierte, ohne Befugnis außer einer apostolischen, den Katholizismus zur Staatsreligion.

Kein Wunder, dass sich das republikanisch-demokratisch besonnene Bürgertum vierzig Jahre später im Windschatten der Dreyfus-Affäre und des Briefes „J'accuse...!“ von Emile Zola, der am 13. Januar 1898 in der Tageszeitung „L'Aurore“ erschien, was soviel heißt wie Sonnenaufgang, mit dem Trennungsgesetz von 1905 erfolgreich gegen reaktionäre Kräfte aus Adel, Militär und Kirche durchsetzten.

Das damit aufgelöste Konkordat vom 15. Juli 1801 zwischen dem Frankreich Napoleons und dem Vatikan sowie das ausführende Dekret von 1809 wurden in Luxemburg erst kürzlich reformiert. Und man

darf nicht glauben, dass mit dieser Neukonventionierung zwischen dem Staat und den monotheistischen Kirchen der Laizismus sich im Marienland an der Petrus definitiv etabliert hätte.

Denn um die Laizität in einer konstitutionellen Monarchie wie dem kleinen Luxemburg in der Verfassung verankern zu können, bedarf es einer 2/3 Mehrheit im Parlament, was bei einer seit Einführung des allgemeinen Wahlrechts vor hundert Jahren fast ausschließlich von einer klerikal-demokratischen Mehrheit regierten Nation ein Ding der Unmöglichkeit ist. Laizität bleibt also eine schöne Theorie.

Und so wie Großherzog Henri im Jahre 2008 bei der zögernden Unterzeichnung des Euthanasie-Gesetzes dem Druck von Papst Benedikt XVI auf den damaligen Luxemburger Botschafter am Heiligen Stuhl nachgab, gibt es immer wieder Politiker wie z. B. eine ganze Reihe von „wertkonservativen“ EU-Kommissionspräsidenten, die sich den Kirchen anbiedern, um im Vatikan zu punkten.

Doch für Europa gilt die Regel der Vielfalt. Und je größer diese Vielfalt, desto weniger wirkt das Recht religiös verbrämt. Besonders deutlich wird das am Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte (EGMR) mit seinen 47 Richtern aus 47 Nationen. Seine Richter legen Wert auf Gleichbehandlung der verschiedenen Religionen und ihre Urteilsbegründungen zeugen von einer laizistischen Federführung.

Schade nur, dass Papst Pius VI die Menschenrechte eine Schöpfung des Teufels nannte. Übrigens ist der Vatikan einer der wenigen Staaten, welche die UN-Menschenrechtscharta bis heute ablehnen. Der Grund: Bis heute stellt die Katholische Kirche das Recht Gottes höher als die Menschenrechte. Und auch mit Papst Franziskus, der von Schöpfung als Naturrecht spricht, wird sich daran nichts ändern. Fassen wir zusammen: Politischer Laizismus ist nicht antireligiös, sondern antiklerikal. Trennung von den Kirchen, gleichberechtigte Neutralität gegenüber der Freiheit aller Religionen und die Förderung des Vernunftsgedanken in der Demokratie sind die normativen Errungenschaften, die zum modernen Verfassungsstaat führten, der als Schutzschild des einzelnen Bürger vor der immer öfter eigensinnigen Rechtsauffassung mafiöser Kollektivitäten dienen sollte.

Fazit: Solange die Utopie einer Weltrepublik Nirgendwoland bleibt, ist der politische Laizismus im Interesse der territorialen Bürgerrechte des Einzelnen der nationale Preis, der für die grenzübergreifende Akzeptanz der universellen Menschenrechte zu entrichten ist. Um Nietzsche zu persiflieren: Gott hat definitiv ausgedient! Auch wenn der Röckener inzwischen das Zeitliche segnete . . .

Ein Gespräch mit dem Aufnahmeleiter Dirk Sobotka:

„Welche Ideen sind noch nicht realisiert?“

Alain Steffen

Der Aufnahmeleiter, Toningenieur und Produzent Dirk Sobotka zeichnet sich beim Label Reference Recordings für die Aufnahmen des Pittsburgh Symphony Orchestra unter Manfred Honeck verantwortlich. Honeck wurde dieses Jahr beim IMCA als Artist of the Year, das PSO mit dem Grammy für die Aufnahme der 5. Symphonie von Schostakowitsch ausgezeichnet. Dieses Gespräch über seine Arbeit und die Aufnahmen mit Manfred Honeck fand allerdings einige Monate vor der Vergabe dieser Auszeichnungen statt.

kulturissimo: Herr Sobotka, die rezenten Aufnahmen des Pittsburgh Symphony Orchestra sind, soweit ich weiß, ausschließlich Live-Mitschnitte. Was unterscheidet aus aufnahmetechnischer Hinsicht eine Live- von einer Studioaufnahme?

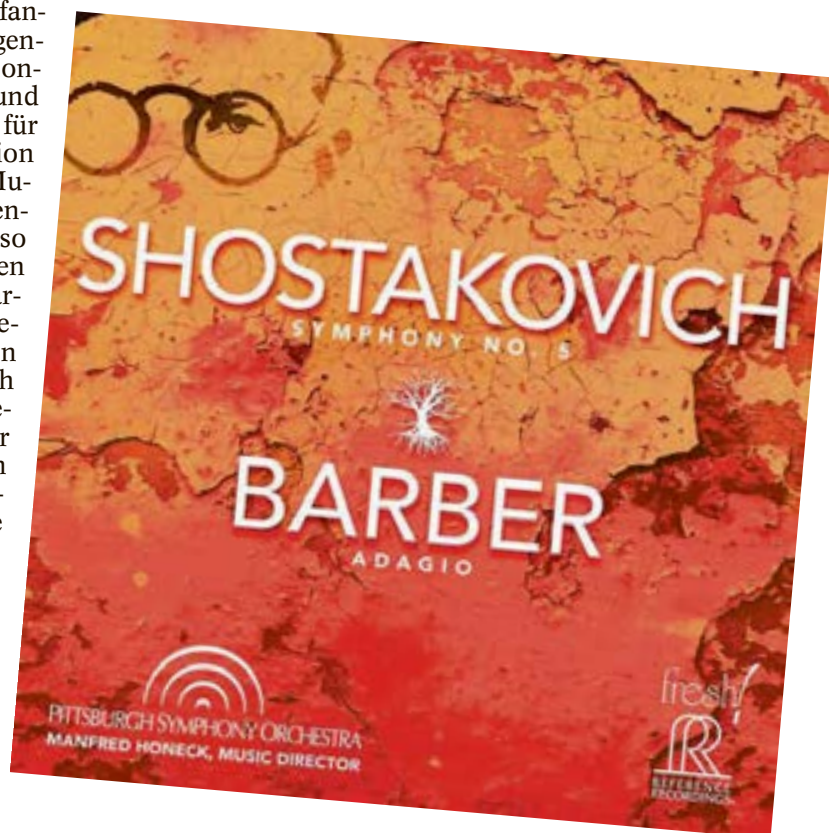
Dirk Sobotka: Der Unterschied zwischen einer Live- und einer Studioaufnahme ist aus technischer Sicht minimal. Wir müssen in der Regel Rücksicht auf die Optik nehmen, und so gut es geht unsere Mikrofone von der Saaldecke hängen, anstatt sie auf Stative zu stellen. Aber das sind praktische Unterschiede, die nur geringen Einfluss auf unsere generelle technische Herangehensweise haben. Ein großer Unterschied zwischen einem Live-Mitschnitt und einer Studioaufnahme besteht allerdings im Aufnahmeablauf.

„k.“: Nehmen wir als Beispiel jetzt die letzte mir vorliegende Aufnahme des PSO mit der Elektra- und der Rosenkavalier-Suite von Richard Strauss, die bei dem Label Reference Recordings erschienen ist. Wie kann man sich den Aufnahme-prozess vom Richten der Mikrophone bis hin zum fertigen CD-Produkt vorstellen

D.S.: Als erstes sollte vielleicht darauf hingewiesen werden, dass Live-Aufnahme nicht bedeutet, dass auf der CD oder dem Endprodukt nur eine einzige Aufführung des Musikstückes von Anfang bis Ende zu

hören ist. In der Regel nehmen wir drei Konzerte des gleichen Programms auf und haben in einer Patch-Session zusätzlich die Gelegenheit, einige Stellen zu verbessern oder zu korrigieren. Unsere Arbeit in der Heinz Hall in Pittsburgh fängt normalerweise am Tag vor der ersten Probe der jeweiligen Konzertwoche an. Als erstes bauen wir in einem Proberaum einen temporären Abhörraum auf. Dann, sobald wir Zugang zur Bühne erhalten und die Stühle des Orchesters aufgebaut sind, werden mit Hilfe der Stage-Hands die Haupt- und Streichermikrofone gehängt und alle anderen Stütz-mikrofone für die Bläser, Schlagzeug, Harfe etc. auf Stativen in ihre Positionen gebracht. Für uns ist es wichtig, schon am Anfang der ersten Probe prinzipiell bereit zur Aufnahme zu sein, und die Probezeit des Orchesters zu nutzen, unsere Mikrofonpositionierung zu optimieren. Außerdem ist es eine fantastische Gelegenheit, Manfred Honecks Ideen und Vorstellungen für die Interpretation des jeweiligen Musikstückes kennenzulernen, und so schon Vorgaben für die Nachbearbeitung zu bekommen. In den Pausen und nach den Proben beginnt dann der Dialog zwischen uns und dem Dirigenten: Welche seiner Ideen sind noch nicht ganz realisiert? Wo gibt es möglicherweise Probleme in der Balance zwischen Instrumenten(gruppen), hat er den glei-

chen Eindruck im Saal und kann er es ändern, oder müssen wir versuchen, es technisch in den Griff zu bekommen? Und generell Anmerkungen zu Details, die uns auffallen. Dieser Austausch erstreckt sich über die gesamten Proben-tage. Dann kommen die Konzerte. Die werden, selbstredend, aufgenommen. Am Morgen nach dem ersten Konzert kommen wir dann zur ersten großen Abhörsitzung mit Manfred Honeck zusammen. Satz für Satz wird die Aufführung des Vorabends durchgehört und diskutiert, was noch verbessert werden kann (oder muss), und wie. Wiederum sind diese Diskussionen überaus wertvoll für den restlichen Ablauf der Produktion: Zum einen werden den Orchestermusikern über den Notenwart Anmerkungen übermittelt, was beim nächsten Konzert besonders zu beachten ist. Zum anderen ist es schon eine gute Hilfe für mich, um



später bei der Nachbearbeitung zu wissen, worauf es Manfred ankommt. Das gleiche wiederholt sich am Morgen nach dem zweiten Konzert, und danach fängt die für mich kritischste und hektischste Phase des ganzen Aufnahmeprozesses an: Das letzte Konzert und die Patch-Session samt Vorbereitung auf diese. Vor dem Konzert wird eine Liste erstellt mit all den Stellen, die noch nicht perfekt waren, und was verbessert werden soll. Diese Liste liegt dann während des dritten Konzerts neben meiner Partitur, und die Hoffnung ist, dass möglichst viele dieser Stellen von der Liste gestrichen werden können. Nach Ende der letzten Aufführung haben wir dann circa 45 Minuten, um unseren Plan für die Patch-Session festzulegen. Zwischen den Stellen, die auf der List verblieben sind, wird eine Rangfolge festgelegt: Was muss absolut noch einmal gespielt werden, weil immer irgendetwas nicht perfekt war – etwa Husten im Publikum, Intonation, Einsätze nicht ganz zusammen. Diese kommen an die erste Stelle. Danach kommen die Stellen, die zwar okay waren, aber besser sein könnten. So gewappnet beginnt dann die Patch-Session und es ist immer ein großer Nervenkitzel, ob die Zeit am Ende reicht. Glücklicherweise haben wir es bisher immer geschafft, fast die gesamte Liste abzuarbeiten, und am Ende der Session höchstens noch ein oder zwei zweit- oder drittrangige Verbesserungen übrig gehabt zu haben. Zurück im Studio in Boston beginnt dann die Nachbearbeitung. Basierend auf all den Notizen und Partitureintragungen der Aufnahmewoche wird ein Erstschnitt und eine erste Abmischung angefertigt. Dieser wird Manfred Honeck zugeschickt, der uns dann seine Kommentare und Verbesserungswünsche emailt. Das geht so drei oder viermal hin und her, bis Manfred seine Zustimmung gibt, dass wir alles zu seiner Zufriedenheit ist, und wir das Beste erreicht haben.

„k.“: Gibt es aus aufnahmetechnischer Sicht große Unterschiede je nach Werk, das man aufnimmt? Anders gefragt: Was ist beispielsweise bei einer 4. Symphonie von Tschairowsky anders zu berücksichtigen als bei Dvoraks 8. Symphonie oder der 5. Symphonie von Beethoven?

D.S.: Große Unterschiede gibt es für uns nicht. Das Equipment, welches wir benutzen, und die grundsätzliche Mikrofonkonfiguration sind im Wesentlichen gleich. Sehen Sie, unsere Herangehensweise an eine Aufnahme ist, dass wir die (aus unserer Sicht) für den Hörer optimale Balance zwischen Räumlichkeit einerseits, und Präsenz und Transparenz der einzelnen Instrumente bzw. Instrumentengruppen andererseits erreichen möchten. Beide Elemente sind aus unserer Sicht wichtig, um zum einen den Hörer zu engagieren,



und musikalische Strukturen, auch wenn diese vielleicht nur unbewusst wahrgenommen werden, hörbar zu machen (Präsenz und Transparenz), zum anderen ihn durch den Raumklang in das Geschehen hineinzuziehen und fast schon Teilnehmer des Musizierens werden zu lassen. Um dieses Ziel zu erreichen, hören wir uns zu Beginn einer Aufnahmewoche erst einmal nur unsere Hauptmikrofone an und versuchen sie so zu positionieren, dass sie allein uns schon die bestmögliche Balance sowohl zwischen Räumlichkeit und Präsenz als auch zwischen den Instrumentengruppen liefern. Diese Position kann nun je nach Repertoire ein wenig variieren. Für eine Bruckner Sinfonie sind die Mikrophone in der Regel etwas weiter entfernt, als bei einer Sinfonie von Beethoven, da wir im letzteren Fall etwas mehr Details hören möchten, bei Bruckner aber vielleicht mehr das Verschmelzen der einzelnen Instrumente. Und es kommt natürlich auch auf die Größe der jeweiligen Besetzung, die Positionierung auf der Bühne und den Saal selbst an. Aber die Unterschiede sind kleiner, als Sie vielleicht erwarten. Einige Zentimeter können da schon viel ausmachen. Dann mischen wir nach und nach unsere sogenannten Stützmikrofone hinzu, um je nach Bedarf noch einzelne Instrumente oder Instrumentengruppen hervorzuheben. Dabei ist es wichtig, nicht zu übertreiben, da es einen bestimmten Punkt gibt, an dem diese Hilfsmikrofone aus dem Klangbild herausfallen und den Gesamtklang ruinieren. Interessant wäre vielleicht noch anzumerken, dass das, was für Balanceunterschiede zwischen Stücken verschiedener Komponisten gilt, durchaus auch auf verschiedene Sätze innerhalb eines Stückes, und manchmal sogar Passagen innerhalb eines Satzes, Anwendung findet. Natürlich können wir in einem Live-Konzert nicht zwischen den Sätzen die Mikrofone umhängen (in einer Session machen wir das durchaus – das noch als Nachtrag zur zweiten Frage). Aber wir haben zum Bei-

spiel bei der Abmischung des 2. Satzes der 8. Sinfonie von Dvorák so gut wie gar keine Stützmikrofone verwendet, weil uns das dem lyrischen, gesanglichen Charakter der Musik zu entsprechen erschien. Ohne diese Mikrofone hätte der letzte Satz aber lange nicht den Elan und Schwung gehabt, den er braucht und jetzt hat.

„k.“: Was beispielsweise ist für Manfred Honeck besonders wichtig?

D.S.: Ich glaube, Manfred Honeck möchte mit seinem Musizieren Geschichten erzählen. Ich erinnere mich noch gut an seine spontane Reaktion nach dem Abhören einer der Tondichtungen von Richard Strauss, von der ersten CD, die wir zusammen aufgenommen haben, um diese endgültig freizugeben. Er schaute in die Runde und stellte befriedigt fest: „Ja, diese Interpretation erzählt eine Geschichte.“ Nun versteht es sich natürlich von selbst, dass eine Tondichtung zu einem gewissen Grade eine außermusikalische Vorlage hat, die den Komponisten beim Schreiben des Stückes inspiriert hat. Aber auch bei sogenannter „absoluter“ Musik greift Manfred in der Probenarbeit mit dem Orchester oft auf Bilder zurück, um den Musikern zu erläutern, welche Klangvorstellungen er von bestimmten Stellen hat, und welche Stimmungen oder Atmosphären der Komponist seiner Meinung nach darstellen wollte. Dies basiert er zuerst immer auf den vom Komponisten in der Partitur angegebenen Spielanweisungen zu Dynamik, Artikulation usw.. Dann ergründet er aber auch die Traditionen und das Umfeld des jeweiligen Komponisten, aus denen der Komponist kommt, und in denen ein Musikstück entstanden ist. Zum Beispiel hat er bei der Probenarbeit während der Aufnahme der 8. Sinfonie von Dvorák oftmals Bezüge zu böhmischer Volks- und Tanzmusik hergestellt. Das tolle am Orchester in Pittsburgh ist, dass sie diese Anweisungen auch umsetzen können, auch wenn sie nicht die böhmischen Traditionen im Blut haben.

Je dis ça, je ne dis rien...

Passé recomposé, présent instable, futur incertain

Enrico Lunghi

Récemment, l'artiste croate Sanja Ivekovic s'inquiétait de l'enlèvement de la plaque commémorative placée sur la façade de la maison natale de Rosa Luxemburg à Zamosc, en Pologne. En 1871, à l'époque de la naissance de celle qui deviendra une militante socialiste et une farouche opposante à la première guerre mondiale, la ville faisait partie de l'empire russe, et depuis la seconde guerre mondiale, elle était dans le giron de l'URSS, jusqu'à l'effondrement de celle-ci en 1991. Aujourd'hui, les autorités communales justifient cet enlèvement par une loi requérant la „décommunisation“ des espaces publics, puisqu'entretenir la mémoire de Rosa Luxemburg contribue à „propager le communisme“. Ce qui a, bien sûr, entraîné l'ire d'une partie (minoritaire il est vrai) de la population et des intellectuels (en principe toujours une minorité). Je ne peux m'empêcher de penser que si les „autorités“ actuelles craignent autant une inscription sur la façade d'une maison qui rappelle une personne morte assassinée en 1919, c'est que leur autorité est fondée sur des bases fragiles et peu convaincantes, et qu'elles s'empressent de l'imposer par la force en éliminant tout ce qui s'y oppose. Cela ne surprendrait pas sous un régime dictatorial, mais dans un pays qui se veut (encore) démocratique et qui fait toujours partie de l'Union Européenne, c'est un aveu d'échec. On n'en finit donc pas de se poser des questions sur le sort de nos démocraties.

Il se trouve que cela arrive au moment même où Sanja Ivekovic, invitée à participer à la biennale de Limerick, en Irlande (eva.ie), va y présenter Lady Rosa of Luxembourg, l'œuvre qui, à l'époque de sa création, avait suscité des réactions hostiles d'une partie de la population luxem-

bourgeoise. En 2001, à Luxembourg, c'était l'ajout d'un monument qui avait fait polémique, et il était le fait d'une „anti-autorité“, d'une artiste. C'était une œuvre - temporaire, et construite avec des matériaux légers - dont l'espoir proclamé était d'engager une discussion „démocratique“ sur le rôle et la représentation de la femme dans nos sociétés en se référant à la Gëlle Fra, érigée en 1923: Pourquoi en effet, uti-



La maison natale de Rosa Luxemburg... sans plaque

liser une effigie féminine idéalisée pour héroïser les soldats masculins – niant par là-même la souffrance réelle des femmes pendant la guerre – sans empêcher réellement que les femmes restent défavorisées dans presque toutes les strates de la société, par l'inégalité des salaires et l'accession aux postes à responsabilité, entre autres? Ce débat d'idées n'eut pas lieu: encore un échec démocratique?

Ceux qui s'opposaient à la „Gëlle Fra 2“,

au point de vouloir la démonter „à coups de canon s'il le faut“, avaient probablement le souci de préserver un autre idéal, celui d'une nation luxembourgeoise unie face à l'ennemi nazi pendant la 2ème guerre mondiale et qui, en ce début de 21ème siècle (cela se passa avant le 11 septembre 2001), devrait s'unir ou se rassembler autour de valeurs communes, dont la langue, pour vivre un avenir serein et prospère au

sein d'un cocon familial et protégé. Mais il s'agissait d'une vision du passé: le pays était déjà en pleine mutation, avec sa population grandissante grâce à l'immigration, son économie florissante grâce à l'apport des frontaliers et le décollage de sa place financière qui en a fait le porte-drapeau du néolibéralisme triomphant à l'échelle mondiale (avec pour conséquence aussi d'être à la tête des pays dont le mode de vie est le moins compatible avec les ressources de la planète...). Autant de facteurs qui vont à contre-courant de la marche du monde et des réalités économiques, à l'encontre aussi de „l'entre-nous“ désiré par certains et qu'involontairement, Lady Rosa of Luxembourg venait démystifier.

L'idée de remodeler le passé selon les impératifs du présent n'est pas neuve: dans l'Egypte antique, lors d'un changement dynastique violent (aujourd'hui on dirait probablement „coup d'Etat“), la nouvelle „autorité“ s'empressait de rendre inopérantes les statues des prédécesseurs en détruisant leurs yeux et leur nez. Il y avait une

croyance magique dans ce geste: l'ancien pharaon, ainsi privé de vue et d'odorat, ne pouvait plus agir. Mais surtout, c'était un signal lancé aux adversaires du nouveau big boss: „voilà ce qui vous attend si vous ne vous soumettez pas!“ Et bien sûr, le chef tout frais s'empressait d'ériger des monuments à sa gloire, qui risquaient à leur tour d'être les victimes d'un prochain changement de régime.

Je me demande si la violence symbolique



Lady Rosa of Luxembourg

n'est pas - presque toujours - un avertissement précédant la violence physique et réelle. Lors d'une conférence passionnante et instructive (au Casino Luxembourg en janvier), Christian Mosar a fait un tour d'horizon de la destruction des monuments, attestée en France sous le régime de Vichy, dans l'Europe de l'Est postcommuniste, en Asie et en Afrique. Les chiffres sont impressionnants: rien qu'en France, c'est par milliers qu'il faut compter les destructions de statues érigées pour honorer la mémoire d'artistes ou de scientifiques entre 1940 et 1945, et on pourrait faire une belle montagne avec les restes des monuments récemment détruits en vertu de la dé-stalinisation, de la dé-léninisation, et autre dé-ceauescuisation. Et donc maintenant aussi de ceux de la dé-rosaluxemburgisation. Cela n'augure pas un avenir calme.

Aux Etats-Unis aussi, les pressions pour reconsidérer les monuments du passé se multiplient. L'exemple de la statue équestre du général Robert E. Lee à Charlottesville est intéressant: cet homme s'est battu pour les confédérés, donc pour les esclavagistes, mais ce n'est pas lui qui a demandé qu'une statue lui soit dressée (cette dernière a été inaugurée en 1924, plus de 50

ans après la mort du général, à l'époque où plusieurs Etats du sud votaient des lois ségrégationnistes). Il paraît que lui-même était sceptique envers les monuments, pensant qu'ils perpétueraient la mémoire des conflits (surtout en cas de guerre civile), au lieu de panser les plaies. En 2017, le conseil communal décide d'enlever le monument afin de rendre justice au sentiment anti-esclavagiste qui y voit provocation délibérée, la volonté d'humilier les Noirs, ce qui suscite les réclamations de quelques historiens et de ceux qui sont pour la suprématie blanche. L'escalade qui s'en suivra fera une victime du côté de ceux qui sont favorables à l'enlèvement. Du coup, un voile noir est posé sur la statue en signe de deuil (ce qui rappelle celui qui a recouvert une œuvre de Nikki de Saint-Phalle à Luxembourg en 1995, mais pour des raisons tout autres).

Il se peut que, dans la plupart des cas, ériger un monument soit un acte aussi violent que celui de l'enlever ou le détruire. Car cette décision émane toujours d'une „autorité“ qui cherche à imposer une idéologie, une certaine vérité, que ce soit celle des „grands hommes“ qui fondent la nation ou celle de l'héroïsme de ses combattants face à l'ennemi.

Dans les deux cas, il s'agit d'exclure (car toutes les nations sont constituées de groupes majoritaires et minoritaires, de ceux qui ont le pouvoir et de ceux qui ne l'ont pas).

C'est pourquoi, depuis un certain nombre d'années, dans le champ artistique, une discussion très constructive porte sur la possibilité de „contre-monuments“ (Lady Rosa de Sanja Ivekovic, en est un bel exemple justement) qui s'intéressent, entre autres, aux „oubliés“ de l'histoire, voire de „soft-monuments“ qui n'existent qu'à travers le corps de ceux qui les matérialisent lors d'événements spécifiques (ceux de l'Immaterial Retrospective d'Alexandra Pirici et Manuel Pelmus à la biennale de Venise en 2013, par exemple).

Un autre élément tend à montrer la violence souvent à l'œuvre en matière de monuments – ou d'œuvres – dans l'espace public: c'est qu'ils – ou elles – sont souvent démontées sans préavis, afin de ne pas permettre aux opposants de se mobiliser, alors qu'une démocratie fonctionnant bien devrait organiser un débat public ouvert pour toute décision de ce genre. Mais, en Pologne comme ailleurs, cela ne semble pas être à l'ordre du jour, et cela ne fait qu'attiser les tensions.

Alice Zeniter - „L'Art de perdre“

L'Odyssée des Harkis

Franck Colotte

Née en 1986, Alice Zeniter est une jeune romancière qui a déjà montré la puissance de son imagination, dans „Juste avant l'oubli“, un jeu savant sur un auteur fictif, et dans „Sombre Dimanche“ (prix Inter 2013), un pur roman hongrois. Couronné par le Goncourt des lycéens, par le Prix littéraire Le Monde et le Prix des libraires de Nancy, son dernier roman, „L'Art de perdre“ (titre inspiré par un poème d'Elizabeth Bishop) raconte la guerre d'Algérie vue du mauvais côté, celui des perdants. Comment devient-on harki? Ou plutôt, sans forcément prendre les armes, comment décide-t-on de collaborer avec les Français, au lieu de suivre le FLN? Comment faire resurgir un pays du silence?

Le lecteur de „L'Art de perdre“ devrait en premier lieu éviter deux écueils: d'abord, considérer que le titre de ce roman porte malheur dans la mesure où Alice Zeniter a prouvé qu'elle le possédait comme nulle autre: finaliste des Prix Goncourt et Femina, elle a dû s'incliner devant Éric Vuillard pour le premier et devant Philippe Jaenada pour le second. Ensuite, ne voir dans cet ouvrage qu'un énième roman sur la Guerre d'Algérie, un énième roman sur la quête des racines et la recherche de son identité. „L'Art de perdre“ est le récit de l'odyssée d'une famille de harkis, une histoire „qui n'a jamais été chantée“. L'Algérie dont est originaire sa famille n'a longtemps été pour Naïma, la narratrice, qu'une toile de fond sans grand intérêt. Pourtant, dans une société française traversée par les questions identitaires, tout semble vouloir la renvoyer à ses origines. Mais quel lien pourrait-elle avoir avec une histoire familiale qui jamais ne lui a été racontée?

Dans une fresque romanesque puissante et audacieuse, Alice Zeniter raconte le destin, entre la France et l'Algérie, des générations successives d'une famille prisonnière d'un passé tenace. Le roman se découpe en trois parties distinctes, trois parties qui auraient tout à fait pu faire l'objet de trois tomes d'un même triptyque. Ces dernières correspondent à trois générations: Ali est un paysan kabyle enrichi, patriarche bientôt déchu d'une famille qui comptera dix enfants. Être un ancien combattant ne l'incite pas à la violence, et le rend soucieux d'évaluer au mieux les rapports de force. C'est un homme intelligent,

avisé. À la fin des années 50, il commet l'erreur de penser que l'autorité coloniale ne peut pas être défaite. Ali a un fils, Hamid, qui aura des filles, dont Naïma, porte-parole de l'auteur. Il lui reviendra d'offrir à cette tragédie l'épopée manquante: ses recherches, trente ans après le départ de la famille, „tentent de donner une forme, un ordre à ce qui n'en a pas, n'en a peut-être jamais eu“.

En arrivant en France en 1962, les harkis sont apatrides. La France les accueille par ailleurs comme des parias: le camp de Rivesaltes, les barbelés, les tentes, les conditions de vie épouvantables, l'impossibilité de circuler. L'Algérie ne voulant plus d'eux, de quelle manière vont-ils transmettre le sentiment d'„algéritude“ à leurs descendants? Analyser la nature de ce sentiment, tel est un aspect de la quête de Naïma dans „L'Art de perdre“. En scannant ainsi les années, la romancière montre comment l'Histoire se transmet de génération en génération, dans des récits troués de non-dits. C'est cette histoire parcellaire dont hérite cette Naïma, fille de Hamid et petite-fille d'Ali. En retournant en Algérie, la jeune femme va tenter de recomposer son passé et avec lui, son identité.

Dans la mesure où la guerre d'Algérie demeure un morceau d'histoire tabou, „L'Art de perdre“ permet, surtout aux jeunes lecteurs d'aujourd'hui, de mettre des mots sur ce pour quoi on a trop longtemps employé le qualificatif euphémistique „d'événements“. Cet ouvrage constitue donc autant un nécessaire travail de mémoire qu'un roman à la qualité et au rythme indéniables. En définitive, entre héritage familial et héritage de l'Histoire, auxquels nous sommes tous nols volens soumis, le lecteur est confronté à un récit qui plonge aux racines des origines et de leur transmission aux générations futures. Revêtu d'une dimension testimoniale et quasi cathartique, „L'Art de perdre“ d'Alice Zeniter questionne

et documente une quête des origines qui anime chaque être humain, et ce d'autant plus que les temps que nous vivons nourrissent une tendance à l'amnésie historique. Le récit de cette jeune romancière, tout en évoquant conjoncturellement un épisode douloureux de l'histoire événementielle de l'Algérie, parvient structurellement et presque philosophiquement à nous rendre attentifs aux bégaiements si fréquents de l'Histoire. Pont suspendu entre aveuglement et conscientisation, „L'Art de perdre“ incitera certainement d'autres écrivains à relire l'histoire de leur pays avec un spectre élargi.

Alice Zeniter: „L'Art de perdre“, Flammarion, 2017, 512 p., 22 €, ISBN-13: 978-2081395534





Fables intemporelles

La Fontaine
anticléricale? (17)

Paul Hemmer

„Le loup et les bergers“ (X, 5) met en scène un loup repenté.

Un loup rempli d'humanité
(S'il en est de tels dans le monde)
Fit un jour sur sa cruauté,
Quoiqu'il ne l'exerçât que
par nécessité,

Une réflexion profonde.

On croit voir le loup agenouillé devant le confessionnal, en train de faire un examen de conscience. Pour La Fontaine sa cruauté n'est exercée que par nécessité, nul ne peut changer son tempérament, la nature agit en nous, le libre arbitre est une invention, changez le naturel, il revient en courant, mais le loup décide de se faire végétarien:

*Eh bien! ne mangeons plus de chose ayant eu vie;
Paissons l'herbe, broutons, mourons de faim plutôt.
Est-ce une chose si cruelle?
Vaut-il mieux s'attirer la haine universelle?*

L'ascétisme chrétien est une sorte de mort, associée par on ne sait quel contresens à l'amour universel. Le loup résoudra rapidement ce dilemme. Avant de mettre en pratique l'idéal végétarien, que voit-il?

*Disant ces mots il vit des bergers
Mangeant un agneau cuit en broche.
„Oh, oh, dit-il, je me reproche*

*Le sang de cette gent. Voilà ses gardiens
S'en repaissant, eux et leurs chiens;
Et moi, loup, j'en ferai scrupule?
Non, par tous les dieux. Non. Je serais ridicule.“*

Sont visés les prêtres bergers et leurs chiens de garde. Conclusion:

*Bergers, bergers,
le loup n'a tort
Que quand il n'est pas le plus fort:
Voulez-vous qu'il vive en ermite?*

La Fontaine réduit à l'absurde la morale ascétique des prêtres de son époque: d'abord ils ne la suivent pas eux-mêmes, ensuite pour personne il n'est possible de vivre contre sa nature, et à l'impossible nul n'est tenu.

Quant aux pâtres de tous les temps, La Fontaine donne une leçon de réalisme politique dans „Les poissons et le berger qui joue de la flûte“ (X, 10): le berger

*eut beau prêcher. Ses paroles miellées
S'en étant aux vents envolées,
Il tendit un long rets. Voilà les poissons pris,
Voilà les poissons mis aux pieds de la bergère.*

Ô vous pasteurs d'humains et non de brebis

Rois qui croyez gagner par raisons les esprits

*D'une multitude étrangère,
Ce n'est jamais par là que l'on en vient à bout;
Il y faut une autre manière:
Servez-vous de rets, la puissance fait tout.*

Leçon bien comprise par les cléricaux qui disposent de partis politiques, véritables bras séculiers de l'église.

Dans „Les deux aventuriers et le talisman“ (X, 13) un aventurier se voit proclamer roi

*Il ne se fit prier que de la bonne sorte,
Encore que le fardeau fût, dit-il, un peu fort*

La Fontaine en profite pour lancer une pique contre le pape:

*Sixte en disait autant quand on le fit Saint Père.
(Serait-ce bien une misère
Que d'être pape ou d'être roi ?)
On reconnut bientôt son peu de bonne foi.*

Il s'agit du pape „Sixte Quint, qui, lors de son élection, en 1585, avait feint devant le conclave d'être vieux et cassé, s'appuyant même sur des béquilles pour rassurer ses électeurs. Il se redressa dès sa proclamation.“ (Marc Fumaroli)

Bel exemple d'hypocrisie cléricale, d'alors et de toujours.

Der Bürger der was vermisst

Humanismus - ein Fremdwort im Zeitalter des Homo Digitalis ?

Frank Bertemes

„Die Versuchung zur freundlichen Unverbindlichkeit, ist die Ursünde des modernen Menschen.“ Albert Camus



Ich verbinde damit, die weiter entwickelte Zukunft bzw. die moderne Hochtechnologie... Werden wir alle als Signale enden? Aber vorerst noch anders: War es damals nicht schön, als der Egoist noch ganz einfach ein... Egoist war!? Heute wird man vom (digitalen) Egoisten so belästigt wie es noch nie zuvor war, der „Vernetzte Egoist“, der moderne Homo Digitalis - das sagt alles.“ So jedenfalls eine persönliche Interpretation zu diesem durchaus aktuellen, einleitenden Zitat von Albert Camus. Der Homo sapiens, der zum Homo Digitalis mutieren wird... Mit allen Konsequenzen! Vor allem jener der gesellschaftlichen Verarmung...

Dieser Diskussionsbeitrag des „kulturissimo“ soll eine Mahnung vor einer kommenden Enthumanisierung des Homo Sapiens auf seinem eingeschlagenen (Irr)Weg hin zum modernen Homo Digitalis sein - ein strammer Marsch in Richtung menschlicher Abgrund? Verbunden mit der Fragestellung: Frisst der moderne Homo Digitalis, der, oft ins Leere starrend, mit Kopfhörern und Smartphones ausgerüstet, alles um sich herum nicht mehr wahrnehmend in der Gegend herumläuft, kritiklos wirklich so ziemlich alles, was das neoliberale Diktat der Eliten diverser Art ihm oder ihr so aufzwingen will? Sind wir am Ende des Humanismus an-gekommen? Darf Humanismus, das erklärte Ziel der Aufklärer, wirklich nur mehr eine pure Illusion sein? Humanismus, ein Begriff, der auch die Notion von Humanität, meint „das Menschentum, das Mensch sein“ an sich bein-

haltet, wie in diesem Kontext durchaus betont sein soll. Zählt der Wert des Menschen im Zeitalter des Homo Digitalis überhaupt nicht mehr? Wie weit sind wir gesunken? Oder ist der Tiefpunkt alles Menschlichen etwa noch ob des zunehmenden Einsatzes der digitalen Technik und der Roboter in der Tat noch zu unterbieten? Alles nur Panikmache, radikaler Defaitismus derjenigen, die man ganz einfach als ewig gestrige, unverbesserliche Fortschrittsfeinde, als todernste Spaßbremsen innerhalb der modernen „Kommunikationsgesellschaft“ der digitalen Spaßgesellschaft ansieht, meint verachtet?

„Ich gehe davon aus, dass etwa die Hälfte aller Aufgaben in den nächsten 20 Jahren von Maschinen oder Computern erledigt werden können“, so Achim Berg, Präsident des Digitalverbandes Bitkom anlässlich eines Interviews mit einer wenig bekannten Online-Zeitung, die man nicht nennen (und auch nicht kennen) muss. Es lässt sich zwar so halbwegs erkennen, zu welchen Themen er das Interview führte, dummerweise aber nicht so recht warum. Egal wie, auch eine Online-Zeitung muss mit Themen aufwarten, die geringfügig übers Wetter hinausgehen. Den Nimbus von Seriosität kann man aufzubauen und zu erhalten suchen, indem Personen, die beliebig weit von der Masse bzw. Mehrheit agieren, als sogenannte, jedoch höchst fragwürdige „Autoritäten“ vorgeführt werden. Wen soll man auch sonst zum Tagesgeschehen befragen, wenn die Politiker in ihrem höchst penibel geführten Ego kult, der in letzter Zeit schon als Lächerliche grenzt, selbst vieles nicht wissen - und sich ob unserer schnelllebigen Zeit mit irgendeinen Risiken, die bei gewissen Themenbereichen für die nahe oder ferne Zukunft bestehen, überhaupt nicht mehr abgeben (wollen)- die absichtliche Ignoranz der IT-Sicherheit schon mal garantiert. Damit sollen sich gefälligst andere be-

schäftigen, besonders mit gewissen (Reiz) Themen, die elektoral mit Risiken behaftet sein könnten. Man wartet eben ab, was Volkes Stimme so von sich gibt - ein präventives Verantwortungsgefühl der politischen Klasse ist heuer ob elektoraler Imagepflege mittels entsprechender Polittheater-vorstellungen ein absolutes Fremdwort. Und die Herrschaft der Wirtschaft über die Politik, und damit über die gesellschaftliche Humanität hat man selbstredend längst akzeptiert - sogar jene, die vor einigen Jahren noch als ausdrücklich linke „Grün-Alternative“ tatsächlich noch von Solidarität oder auch Basisdemokratie gefaselt haben, neuerdings zu „Ordnungsliberalen“ (Zitat eines Schauspielers der Grünen-Parteispitze) der politischen Mitte mutiert sind. Wer hätte diese bedauerliche Entwicklung am Anfang der wahrlich mehr als überfälligen Gründung grüner Bewegungen, die aus der klar linken Szene hervorgegangen sind, vorausgesehen? Moderne Liberale sind eben neuerdings grün - und nicht mehr unbedingt blau in Mariens beschaulichem Ländle! Doch das nur ein am Rande vermerkter, jedoch ausdrücklich gezielter Seitenhieb in eine gewisse Richtung, die sich fast schon peinlich den „christlichsozialen“ der egal wie politischen Rechten als Beweis anstehender Regierungsverantwortungstauglichkeit anbietet! Politische Glaubwürdigkeit liest sich freilich anders...

Doch zurück zum Herrn Berg und seinen „Vorhersagen“ in Richtung digitaler Gesellschaft von morgen: Etwa die Hälfte aller Aufgaben wird in den nächsten 20 Jahren von Maschinen oder Computern erledigt werden und man sollte testen, ob man mit einem bedingungslosen Grundeinkommen vielleicht diejenigen auffangen könnte, die mit der Digitalisierung nicht zurechtkommen. Ja, der Bitkom-Präsident hat das Zeug zum Politiker: Wer auf der Strecke bleibt, ist doch egal, Hauptsache,

der Profit stimmt! Nur geht es darum, das tumbe, verarmende (Wahl)Volk irgendwie im Zaum zu halten, sie ob der drohenden Arbeitslosigkeit mit einem Grundeinkommen abzuspeisen. In einem Alltag, der an Trostlosigkeit wohl kaum noch zu übertreffen sein wird. Doch das alles interessiert heute noch niemanden, außer eben gewisse Sozialromantiker, die sich mit den Bedrohungen der digitalen Zukunft einfach nicht abfinden können und wollen - doch wer hört schon auf die? Der Mann

weiß jedenfalls, was er für wen von sich gibt. Aber irgendwie ist die Entwicklung hin zur bedingungslosen und vor allem menschenlosen Digitalisierung doch tröstlich. In den nächsten zwanzig Jahren werden die Faselköpfe aus der Politik und die „Propheten“ aus der Wirtschaft von Sprachrobotern abgelöst sein, die dank Digitalisierung und Big Data viel effizienter als jeder Mensch Sprechblasen absondern können. Wenn wir die Chose einmal zynisch betrachten wollen...Doch die Situation ist ernst, todernst. Nur dass diejenigen, die das armselige Szenario der Zukunft vorgeben, sehr genau wissen, dass niemand ihnen „kann“. Dies ob des grenzenlosen Versagens der (korrupten) Politik, der Abwesenheit von Charakterköpfen mit Profil, die in der kommenden, digitalen „Spaßgesellschaft“ mit totaler Inexistenz jedweden Humors, wie man klar betonen muss, alles bestimmen wollen ... und auch werden? Wo steuern wir hin?

Doch kommen wir nach diesem Ausflug in die zukünftig drohende Welt des Homo Digitalis zum Titel dieser Zeilen. Darf Humanismus in der heutigen Zeit der zunehmenden gesellschaftlichen Kälte, der menschlichen Verrohung, der für viele von uns tagtäglich zunehmenden inneren Leere, wirklich nur mehr eine pure Illusion sein? Weil einige das so wollen? Und in der Zahl zunehmende „Viele“ das ganz einfach akzeptieren? Weil, in Anlehnung an Michel Foucault, der Humanismus nur eine Illusion sei, die verschleiern solle, dass der und die Einzelne kein Subjekt der Freiheit sei, sondern nichts weiter als ein Objekt des gesellschaftlichen Systems, in das er oder sie eingebettet ist. Und das kann man so lesen, leider. Das wird das Subjekt oder Objekt des neoliberal manipulierten, meint diktierten digitalen Zeitalters der Zukunft und ob der ebenso und immer mehr privatwirtschaftlich orientierten Ausbildung (von Bildung sprechen wir ob dieser bitteren Aussichten am besten gar nicht mehr) immer mehr sein: ein digitaler Feigling, der nur mehr katzbuckeln kann, ohne Persönlichkeit, ohne Profil! Frei nach Immanuel Kant zitiert: Wer sich



zum Wurm macht, soll nicht klagen, wenn er getreten wird. Die digitale Gesellschaft - nur mehr eine Welt von Würmern?

Doch malen wir im Rahmen dieses Beitrages trotzdem das Horrorszenario von George Orwells „Big Brother“ Meisterwerkes „1984“ aus dem Jahre 1949 (ein Roman, dessen Aktualität wohl kaum jemand anzweifelt) an dieser Stelle trotzdem nicht weiter aus, sondern kommen wir auf eine Einschätzung des aktuellen Zustandes der wachsenden Unfreiheit des Einzelnen im globalisierten Kapitalismus unserer Zeit, einer perfiden Form der bis ins Private dringenden Beherrschung ebendieses Einzelnen. Zwar rettet der technische Fortschritt Leben und erhöht klar den Lebensstandard unserer westlichen Gesellschaften und auch sonst in der Welt, aber er erzeugt eine Illusion der Freiheit und Individualität, die als moralische Utopie verkauft wird. Es wird immer deutlicher, dass der moderne Kapitalismus, der heuer neoliberal genannt wird - deutlich beweist, dass man „schlimm“ durchaus noch toppen kann. Und dies im Rahmen dieses Beitrages bitte durchaus gezielt auf das pur „menschliche“ bezogen. Humanistische Werte - das Kapital kennt diese bewusst überhaupt nicht! Die menschliche Würde fördert man nicht, geht es doch darum neue Märkte zu erschließen und neue Abhängigkeiten zu schaffen! So funktioniert das System! Jede Regung oder gar klare Kritik gegen den „freien Markt“, jeder Verzicht auf ein Antreiben des ökonomischen Wachstums gilt als Attacke gegen die neoliberale Marktwirtschaft, die sich selbst immer wieder als absolut alternativlos vermarktet! Und genau diesen Irrsinn wiederholen etablierte Politiker sämtlicher klassischen Parteien immer wieder, eine permanente Glaubenserneuerung, die sie wie das christliche Vaterunser dem Kapital als Gottesgestalt huldigend herunterleihen. Der globalisierte Kapitalismus stellt die eigene geistige Haltung im Rahmen der kapitalistischen Lebensweise und trotz auffällender Wut mündiger Bürgerinnen und Bürger, trotz wachsender Unfreiheit, die immer mehr auffällt, absolut nicht in

Frage, sondern richtet sich gezielt gegen die Demokratie, die anscheinend nicht mehr in der Lage ist, die Interessen der Individuen zu verteidigen - der „freie Markt“, das Credo der Neoliberalen, richtet in deren Lesart bekanntlich alles! Regierungen und Politiker sind nur mehr deren (bestens bezahlte) Lakaien - siehe EU-Kommission!

Und damit zurück zur Aufklärung und zum philosophischen Humanismus des Immanuel

Kant, dessen Idee der „Republik der Weltbürger“ mehr als bedroht ist. Kleine Abweichung: Kant wandte sich, wie Rousseau, vom blinden Vertrauen in die theoretische Vernunft und die abstrakte Wissenschaft ab und widmete sich stattdessen der komplexen Funktionsweise des moralischen Gewissens. Wie er in seinem kleinen Traktat Idee zu einer allgemeinen Geschichte in weltbürgerlicher Absicht schreibt: „Wir sind im hohen Grade durch Kunst und Wissenschaft kultiviert. Wir sind zivilisiert bis zum Überlästigen zu allerlei gesellschaftlicher Artigkeit und Anständigkeit. Aber uns schon für moralisiert zu halten, daran fehlt noch sehr viel.“ Wie heuer den Vertretern der sogenannten Wirtschafts- und Politeliten erst recht, wäre man geneigt, zu bemerken...Kant schrieb 1795, dass die Menschheit notwendig zu einer Weltgemeinschaft zusammenwachsen müsse, die auf den Prinzipien der Freiheit und der Gerechtigkeit organisiert sei. Das schreibe nicht die Willkür, sondern ein aus den transzendentalen, meint nach Kants philosophischer Richtung, „übersinnlichen“ Bedingungen der menschlichen Vernunft und Existenz abgeleitetes moralisches Gesetz vor. Kant sah am Ende der Geschichte den ewigen Frieden, verwirklicht durch eine Republik der freien Geister, die im Bewusstsein einer „globalen Schicksalsgemeinschaft“ leben, in der kein Volk sich in einen vollständig abgegrenzten Raum zurückziehen kann. Eine solche Republik sei notwendig, weil auf einer kugeligen Erde, auf der wir einander nicht ausweichen können, der Friede unsere einzige Überlebenschance darstelle.

Soweit Kant in seiner Weisheit. Was das alles den modernen Homo Digitalis, den wohl auf sich selbst und sein Ego konzentriertesten „Menschen“ aller Zeiten, interessieren wird? Der digitale Zeitgenosse wird humanistische Werte und die Weltgemeinschaft, menschlich gesehen, wohl mit leerem Blick oder bestenfalls mit „freundlicher“ Unverbindlichkeit begegnen....

Gramma apo tin Ellada

Die Blumenfee

Linda Graf

Das Gespräch in Chryssas Blumenladen. Ihre Mutter klärt einen holländischen Touristen über das griechische Osterfest auf. Dass es dem christlich-orthodoxen

Brauch zufolge das wichtigste Jahresfest in Griechenland ist. Dass die Dorfbewohner bereits 40 Tage vor dem Osterfest kein Fleisch, sondern Meeresfrüchte, Reis und Gemüse zu essen haben.

Auch trägt der Pfarrer Psalme vor. Wie den Psalm über eine schöne Frau, die ihren Körper an Männer verkauft. Schließlich bereut sie ihr sündiges Leben, wird zu einer Nonne und verbringt ihr Dasein fortan im Kloster. Um sich Gott zu widmen, um von ihrem sündigen Leben reingewaschen zu werden. Und die Kirchgänger kriegen nach dem Gottesdienst ebenfalls die Gelegenheit, sich wie die Prostituierte von ihren Sünden zu befreien. Ach ja? Jeder erhält ein Stück Watte, redet Chryssas Mutter unbeirrbar auf den Mann ein. Der Wattebausch wird in Öl eingetaucht, dann bekreuzigt man sich damit die Stirn. Und dann? Dann sind die Sünden einem vergeben. So einfach ist das! Kann ich da auch mitmachen? Schmunzelnd wendet der Holländer sich Chryssa zu. Die junge Frau erkundigt sich, was er zu kaufen wünscht, auf seine spöttelnde Haltung geht sie nicht ein. Denn das Osterfest hat in Griechenland auch in heutiger Zeit immer noch den gleichen traditionellen Wert für jüngere sowie für ältere Generationen. Die Kinder wachsen bereits mit der Tradition auf und haben sich den Bräuchen ungezwungen angepasst.

Chryssa ist in Paleros geboren und aufgewachsen. Oben im Dorf, auf der Hauptstraße, führt sie den Blumenladen, das einzige Gartengeschäft in der Umgegend. Aus diesem Grund kommen nicht nur Kunden aus hiesigem Ort, sondern zudem aus Mitikas und Kandila, den nächstgelegenen Ortschaften am Ionischen Küstenstreifen, in Chryssas Blumenladen. 2013 hatte Chryssa ihr Geschäft eröffnet und gleich im darauffolgenden Jahr, sagt sie,

wurde die Krise hierorts richtig spürbar. Die Leute kauften nichts, und sie befürchtete, den kaum eröffneten Laden bereits wieder schließen zu müssen. Doch weil sie sich den Umständen anzupassen wusste, erklärt sie, habe die Situation sich mittlerweile eingependelt. Wir haben kein Geld, das ist halt so, erklärt Chryssa, ihren Gemeinschaftssinn unter Beweis stellend. Also bietet sie ihre Pflanzen zu möglichst billigen Preisen an. Während der Sommersaison kommen die Griechen aus Agrinio,



aus Patras und aus Athen angereist, dann ist das Geschäft einträglicher. Die Einheimischen kaufen vorwiegend junge Bäume, Zitronen-, Feigen- und Olivenbäume, die sie zum Anpflanzen mit nach Hause nehmen. Bei den aus dem Ausland angereisten Touristen besteht die Nachfrage nach leicht transportierbaren Päckchen mit Blumen- und Kräutersaat. Die Nachfrage nach Basilikumsamen ist besonders groß. Chryssa ist blond, Anfang Zwanzig, und sie hat außergewöhnlich zauberhafte Augen. Von glasklarem, durchscheinendem Blau sind sie und wirken geradezu feenhaft. Das Leben hält schwierige Zeiten bereit, sagt Chryssa, doch man darf niemals aufgeben, weil alles, was einem im Leben zustößt, aus einem bestimmten Grund passiert. Es gilt, stark zu sein, und eine positive Einstellung zu den gegebenen Umständen zu haben. Denn aus einer schwie-

rigen Situation, sagt Chryssa, wird sich etwas Positives ergeben, immer. Chryssa hat ein vierjähriges Agrikulturstudium in Kalamata absolviert und ist äußerst sachkundig, was Garten, Feld und Pflanzen angeht. Zwischen den Topfpflanzen, den Fläschchen und Dosen mit Schädlingsbekämpfungsmitteln, zwischen den Gießkannen und den Kisten mit Planzenzwiebeln steht Chryssas Buchregal. Um ihre Kenntnisse zu erweitern, bestellt sie regelmäßig Fachbücher über Internet. Denn

viele Kunden aus dem Dorf kommen mit krankheitsbefallenen Blättern und Pflanzen bei ihr vorbei, damit Chryssa sie beraten kann. „Auf einen Liter Wasser nimmst du einen Teelöffel von dieser Flüssigkeit und die doppelte Menge aus dieser Flasche. Damit besprühst du deinen Baum eine Woche lang täglich, danach einmal wöchentlich.“ Auch kann man ihr Fotos von kränkelnden Bäumen und Pflanzbestand mailen, aufgrund derer sie ihre Kunden fachgerecht berät. Sie gibt Ratschläge auf ihrer Webseite. Für Chryssa ist es von Bedeutung, den Leuten einen Dienst anzubieten, und sie bestens zu beraten. Dass die Arbeit ihr Freude bereitet ist offenkundig. Es war ihr Traum, sagt sie, einen Blumenladen zu eröffnen. Ihr

Traum hat sich erfüllt. Ob sie in Athen arbeiten möchte? Auf keinen Fall, lacht Chryssa, immer ist man dem Verkehrschaos ausgeliefert und braucht ewig, um irgendwohin zu fahren, um seine Freunde auf einen Kaffee zu treffen. Nach Athen geht sie vor allem, um ihren Bruder zu besuchen, die Buchläden, das Kino und die Kleidergeschäfte. Ganz klar ist das Leben im Dorf ihr lieber. Hier ist sie in der Nähe ihrer Eltern, die, wie Chryssa betont, ihr das erwünschte Studium ermöglicht haben. Auch ist sie im Handumdrehen unter ihren Freunden, die sie seit ihrer Kindheit kennt. Im Sommer kommt es für Chryssa schon gar nicht in Frage, das Dorf am Ionischen Meer zu verlassen. Dann ist hier richtig was los, schwärmt sie, dann kommen alle Freunde und Bekannte aus den Städten und aus dem Ausland zurück ins Dorf.

Brief aus Wien

Die lebenswerteste Stadt der Welt

Michèle Thoma

Lebenswert“, ein unguter Beigeschmack haftet diesem Wort

auch Jahrzehnte nach der Hitler-Sprachverhunsung an, die Steigerungsform wirkt unsinnig. Ob diese Wortwahl der Mercer-Studie anzulasten ist, weiß ich nicht. Ich weiß nur, Sprachgefühl hin oder her, die Wiener Stadtregierung serviert der Bevölkerung den jährlichen Befund mit Stolz, und in den Medien gibt es eine schöne Schlagzeile. So schlecht ist Wien also doch nicht, mögen die rechte und die rechtsradikale Regierung das angeblich marode, abgewirtschaftete Wien auch noch so sehr bashen.

Wien, lebenswerteste Stadt der Welt? staunt Insassin zwar. Die schönste nicht, das wird auch nicht behauptet, schön sind Prag und Venedig und die ewige Stadt Luxemburg mit ihrem Atem beraubenden Profil, aber nicht Wien mit seinen Angeerbauten, wie eine junge Düsseldorferin formuliert. Düsseldorf schneidet auch nicht schlecht ab, Frankfurt auch nicht, für die meisten ebenfalls nicht Inbegriff umwerfender Schönheit. Die bestgelaunte Stadt weltweit ist Wien sicher auch nicht, oder gelingt es wirklich, Chinesinnen oder Franzosen den abfälligen Misssmut oder die falsche Freundlichkeit von Kellnern als Charme oder Schmach zu verkaufen? Und welche Stadt zieht in den Wintermonaten, wenn entblößt vom Weihnachtsklimbim nur noch das nackte Grau übrig bleibt, mehr runter als diese von Ost-Tristesse durchzogenen Häuserzeilen? Mit ihren wie Verdammte herum schleichenden Einheimischen und den zumindest was die Grantigkeit anbelangt, nicht schlecht integrierten Migrant_innen. Mit den steigenden Mieten, den stagnierenden Löhnen, dem Mini-Mindestlohn. Lebenswerteste Stadt der Welt?

Wie auch immer, Schaden kann es nicht, neun Mal in Folge im internationalen City-Ranking auf Platz eins zu kommen, vor Zürich und München. Luxemburg liegt an 18. Stelle, Bagdad bildet das Schlusslicht,

keine Likes, kein Lebenswert, da will keiner hin. Zumindest nicht die, die die Mercer-Studie befragt. Expats großer Firmen, Spitzenkräfte mit Spitzenlöhnen, Menschen, die joggen, gern mal große Oper, Natur zum Relaxen, gute Weine auch gut. Und Sicherheit. So schlimm und unsicher, wie die paranoide Rechte Wien gern beschreibt, kann es also kaum sein. Und so abschreckend wie angesichts rechtsradikaler-rassistischer Regierungsbeteiligung zu befürchten war, scheint es auf die Zielgruppe global agierender Mitarbeiter_innen großer Firmen derzeit nicht zu wirken.

Dass ausgerechnet Top-Manager_innen Wien ein tolles Zeugnis ausstellen, wird von Rechts und Links abfällig bis skeptisch kommentiert. „Es lebt sich gut in Wien“, lautet eine Schlagzeile zum Befund. Dass Mensch mit tollem Einkommen hier vor imperialer Kulisse gut lebt, wen wundert es?

Wie sieht es aber mit denen aus, die nur ein Auskommen haben, einem Großteil der Wiener Bevölkerung? Rekordverschuldung, Rekordarbeitslosigkeit, Betriebsabsiedlungen in großem Stil, ein überlastetes Arbeitsmarktservice, das die Arbeitslosigkeit nur noch verwaltet, so ätzen Schwarze und Blaue im immer noch ziemlich roten Wien rituell. Ganz falsch ist das nicht, Top-Wissenschaftler desertieren, das einst vorbildliche Gesundheitssystem wird zunehmend ausgehöhlt, die Mittelschicht und die akademisch gebildeten Thirty-somethings sehen sich wie in ganz Europa einer undurchsichtigen, beinahe undeutbaren Zukunft gegenüber, Roboter_innen nehmen lautlos Platz.



Aber... Natürlich ist Wien lebenswert, um diese unheimliche Vokabel noch einmal zu strapazieren. Genau da, wo nicht mehr gerechnet wird, wo man sich dessen erfreut, was es gibt, einfacher, jeder, sogar Managerinnen zugängigen Freuden. „Wien hat etwas prickelnd Lebendiges“, sagt die Schriftstellerin Barbara Höhfeld, sie trinkt gerade das sehr lebendige, wohl schmeckende Wiener Wasser. In dem Mensch auch baden kann, eine Stadt, in der Mensch in ein fließendes, oder auch in ein stehendes Gewässer eintauchen kann, ohne zu mutieren, ist eine gute Stadt. Das ist auch in Zürich möglich, gratis, einfach so. So wie Mensch auch in Zürich zauberhaft öffentlich verkehrt, beinahe im Sekundentakt fährt einem so ein Zaubermitte vor die Füße, und die allermeisten Zürines_innen steigen ein, warum sollen sie sich mit und in Autos stressen? Als Statussymbole haben Autos ausgedient.

Wien und Zürich batteln immer wieder um die ersten Plätze im Top-City-Ranking. Wie unterschiedlich sie auch sein mögen, hier das laue, milde, träge, entschleunigte Wien mit seiner weichen, manchmal fauligen Luft, seinem Schlendern, seinem Schlendrian, dort das strahlend-frische, energiegeladene, temporeiche Zürich mit seinem Drive, seiner Vitalität, seiner Freundlichkeit, den Wellness-Faktor haben sie gemeinsam.

Nur sind in Wien die Kirchen nicht dauernd zu, und es ist auch was drin zum Schauen und zum Gruseln. Und die Cafés sind nicht immer voll und nicht so laut, sie heißen Kaffeehäuser, und drinnen kann man Franziskaner und Fiaker schlürfen und Mozartkaffee mit kitschiger Sahnehaube und selig machendem Likör oder sonst einem Kitsch, dem man sich wollüstig hingibt. Und dichten kann man dort auch, oder was Algorithmisches treiben, passt auch für indische Computer-Gurus.

Und alle sind ein bisschen glücklich. Nicht zu viel, das wär unpassend. Lebenswert? Liebenswert? Wahrscheinlich schon ein Fall von Liebe.

Chroniques parisiennes

Nous sommes tous des mutants...

Clotilde Escalle

L'industrie agroalimentaire n'en finira pas de faire couler de l'encre. Et les allergies de fleurir comme un dernier effet de mode. Du moins c'est ce que nous pensions ces dernières années avec cette fameuse allergie au gluten - qui n'a cessé de se répandre au point que dans les restaurants et dans les supermarchés on nous précise que certains produits sont dorénavant sans gluten. Aujourd'hui il y a bien d'autres intolérances ou allergies. Pour ma part, il s'agit des sulfites. Et j'ai failli tomber de ma chaise lorsque l'allergologue me l'a signalé en me disant que je n'avais aucune allergie alimentaire, que j'étais en bonne santé et que mon problème alimentaire venait d'additifs chimiques, les sulfites, de E 220 à E 228, dont les plats industriels (que je consomme très très peu) ou ceux des restaurants regorgent. Chaque fois, le malaise s'est produit au restaurant, une brasserie ou un restaurant italien, pas n'importe lesquels, qui m'ont fait soupçonner des produits rajoutés dans cette cuisine dite maison ou ces plats dits du jour. Je suis tombée dernièrement et par hasard, via les réseaux sociaux, sur une émission médicale qui évoquait la nouvelle tendance des industries alimentaires à rajouter des sulfites dans leurs produits, additifs chimiques qui se présentent sous la forme d'une poudre blanche, censés faciliter la conservation des aliments et leur donner un bel aspect. On en trouve malheureusement partout, dans la belle sauce tomate, dans le beau poisson bien brillant à l'étal, dans les fruits confits... On trafique tellement l'alimentation à partir de produits de base que les allergies se multiplient. Et bien entendu il y en a moins dans les produits bio. Alors les médecins nous disent de consommer bio, et ce qui semblait un snobisme, le bio, devient pour certains une nécessité. Voilà où nous en sommes et ce que nous avons accepté progressivement, sans même nous en douter, nous

habitué à un style de vie qui nous condamne à nous plier devant toutes sortes d'industrie, l'alimentaire et la pharmaceutique, pour aller vite.

La qualité de la nourriture servie dans les restaurants, du moins à Paris, n'a fait qu'empirer. Ce mode de vie a évolué doucement, sauf que, aujourd'hui, avec la mondialisation le phénomène s'accélère. Les produits sont transformés, le pain par exemple contient de nombreux additifs, nous sommes bien loin du produit farine + eau + sel + levain. Le lait, les fruits et légumes, tout devient suspect, jusqu'au conditionnement en plastique des bouteilles d'eau. Tant que cela ne fait pas de bruit, ça



La Vénus aux tiroirs de Dalí, DR

peut aller, il suffit de ne pas y penser. Mais lorsque le corps se manifeste, il devient important d'ouvrir les yeux sur ce monde empoisonné dans lequel nous vivons. Et nous comprenons que même en nous prémunissant contre certaines chimies, il est impossible de revenir à un mode de vie sain. Inutile cependant de devenir paranoïaques, ni même de regretter un temps ancien, car la pollution des villes était peut-être pire avec les industries qui s'y trouvaient alors. C'est simplement ce mensonge ou ce leurre qui agace, ce marché de dupes, pour une époque de bascule. Car ça a basculé. Nous acceptons les engrais chimiques, eh bien aujourd'hui nous en avons beaucoup plus, nous acceptons la nourriture industrielle, avec les Mc Do-

nald's et autres chaînes, eh bien aujourd'hui c'est tout un pan de la restauration qui se trouve contaminée, au point que le chef d'un restaurant bio, à Paris, qui cuisine à des prix tout à fait raisonnables, m'a dit avoir ouvert son restaurant pour ne plus travailler pour des patrons qui lui amenaient de la matière première impossible. Si vous saviez ce qu'on vous sert! m'a-t-il dit. Mais nous n'y prenons plus garde. On nous remplit le ventre, on nous force au loisir, on nous donne de la culture comme un compromis, une façon de nous éduquer, mais nous ne pensons plus. Nous ne pensons pas à ce que nous avons dans nos assiettes - ces frites dites maison, par exemple, vous croyez que ?...

Nous ne pensons plus à ce que l'on nous propose comme produits culturels, l'exigence s'étiôle, et c'est tant mieux, nous voilà habitués et dépendants.

Cela me fait penser, à cette fameuse époque de la reproductibilité technique de l'œuvre d'art, telle que l'évoquait Walter Benjamin, aux tableaux célèbres des musées, que l'on retrouvait sur des boîtes de chocolat, et qui animent pour certains aujourd'hui des sites célèbres, pour des expositions sous forme de diaporama. On projette dans les carrières des Baux de Provence par exemple, des œuvres en dimensions monumentales, nous baignons dans du faux, de la couleur, des formes, un univers pictural „multimédia“, celui de Renoir, Chagall, etc. Nous ne voyons plus l'œuvre originale ni même les carrières pour ce qu'elles sont. La mode touristique nous donne des jeux et lumières un peu partout, sitôt que l'on dispose du site adéquat. Sauf que les adéquations pour le plus grand nombre ne satisfont presque jamais l'élaboration d'une pensée critique.

Prenez donc une table, passez un bon moment. Dégustez et allez voir ensuite une de ces fameuses expositions pour le plus grand nombre, visiteurs venus là parce qu'il le fallait, c'est écrit dans tous les guides et les brochures qu'ils ont pu prendre à l'office de tourisme. Enjoy!

Reflections on/against the Present

Manifesto for a Disruptive University

Fabienne Collignon

University staff have been engaged in the longest strike in the higher education sector in the UK (it already has its own, informed, Wikipedia page, though hardly any news has penetrated beyond those immediately involved; Twitter is, of course, 'echo-land') since 22 February 2018 in a still on-going battle to refuse the end of defined pension benefits, meaning that already modestly paid workers lose the safety of a guaranteed income once retired. Now in an interim period – more strikes are planned after Easter, seeking to disrupt assessments and, thereby, the graduation process – we, staff and students, the latter largely and actively supportive (a turn of events unforeseen by the powers that be, so intent on turning students into consumers, not citizens), seek to keep to the streets, as it were, that is, to refuse the closed space/fort of the neoliberal institution. What has forcefully emerged over the last few weeks is that the more attentively we look at the internal workings of university management and bodies like Universities UK (UUK), nominally representing UK higher education institutions – the question of representation is always tricky: who is represented, how, and why; who is deliberately ignored, silenced, etc. –, the more repulsive the whole order reveals itself to be, a system of marketization and monetization defined, above all, by lack of support and care, directed against its own workers and students, sacrificial victims to the powers of capital.

The fight, as the students recognised from the start, was never 'just' about pensions, but about education more broadly: pensions, of course, are deferred wages, and overworked, overstretched, underpaid teachers are unable to focus on their work, labour, after all, not a hobby: our work is labour, a reality that, though felt every day, we are made to 'forget' (divide the workers to conquer each and every one of their dispensable lives). The most astonishing (if also very fragile) aspect, then – astonishing because exorbitant, used in the sense of that which deviates from prescribed, instrumentalised trajectories hallucinated in the corridors of power – was the solidarity



expressed with the striking members of staff (comprising lecturers but professional services, too) and finding expressions in 'roving/raving pickets' (at Sheffield), a visiting, joyful assemblage of students with speaker blasting out, in this particular case, Nirvana's 'Smells Like Teen Spirit' and, in a hilarious sequence, the 'Vengaboys' 'We Like To Party', altered to 'We Like To Picket', as well as rallies and occupations of university buildings across the UK. In the wake, then, of such expressions of solidarity – between staff and students, between staff working in different academic departments, meeting, often for the first time, on picket lines – we have decided (are, in fact, compelled) to continue our power of collective refusal in order to target the toxic culture of a marketized and monetized education system by writing a manifesto, and implementing its tenets, for a disruptive university, included – as work in progress-below, a collectively determined and perpetually unfinished document of resistance and dissonance. We have, here, taken inspiration from each other and from published work, including, for example, Sara Ahmed's 'Selfcare as Warfare', the Res-Sister Manifesto, Walter Benjamin, Jacques Derrida's 'The University without Condition', Sam Ladkin's work on 'against value' and Frantz Fanon's *The Damned of the Earth* (1961). Through all kinds of (smaller or larger) acts of dissent, we seek to disrupt the status quo of

the neoliberal institution by:

- (i) maintaining & extending our relations with other departments in & outwith the faculty as well as our particular institution; dogs, inflatables, and other non-human animals and unknown &/or extinct life-forms included: we welcome others to our network of affinity;
- (ii) re-creating & upholding the intellectual & political space of teach-out sessions, occurring outside of disciplinary structures;
- (iii) operating on the basis of a principle of least cooperation with central University management & instead direct our labour, attention & energy towards collective action & intellectual, non-hierarchical, potentially joyous collaborations;
- (iv) fostering a healthy work/life balance, opposed to the powers of capital & exploitation, e.g., though actively resisting processes in thrall to neoliberal incentives that regulate and attempt to limit education, such as REF (Research Excellence Framework), TEF (Teaching Excellence Framework), KEF (Knowledge Exchange Framework), etc., & which also includes not obsessively checking emails: the latter, too, strain the possibilities of (radical) self-care;
- (v) staying in close contact with our local union branch & be active in our union;
- (vi) refusing divisions between academic & professional staff, forge alliances (of steel) with other workers & open up lines of communications to other workers' causes: our work is labour;
- (vii) reversing the evil effects of marketization, privatisation, casualization, neoliberalization;
- (viii) working towards a non-instrumental education; learning against value, e.g., no recuperable outputs for the bureaucrats: we are the university;
- (ix) holding central University management to an expectation of financial/procedural transparency: economic conditions will never dictate top-down organisational policies & governance by small, non-democratic management groups;
- (x) following up our manifesto with counter strategy: solidarity + strategy to push back against overpowering conformism.

Letter from England

Spring Clean?

Diana White

Spring in England begins when the sun is strong enough to reveal winter's dirt. Never mind the daffodil and narcissus; ignore the snowdrops and primroses, harbingers of spring they may be: it's that ray of sunshine filtering through the window that tells you winter is waning and spring's on the way.

Throughout history spring has always been the moment when people unfurl from their winter hibernation to clear away the dead twigs of their homes and make ready for summer sun. Where I live the days lengthen and mornings begin earlier than further north and those first streaks of sunlight, welcome though they are, are the clarion call for some serious cleaning.

Fields filled with lambs, hedgerows growing gently green and the magical, pale furry buds of what we Brits call pussy-willow will tempt us outside, but something stronger in our psyche tells us to knuckle down to clearing out and cleaning up.

Except if you're the National Trust. Unlike the rest of us, the cleaning programme for the stately homes in their care takes place over the winter, as spring is when they open their doors to the public; and for them, cleaning is rather more than just a lick and a polish. A recent visit to one such house in Sussex gave a fascinating glimpse of the mammoth task the staff face to protect and conserve an historic property and its valuable contents. However, their task pales to insignificance when compared to what the poor skivvies in the same house had to do two hundred years ago. Without twenty-first century appliances, cleaning products and modern plumbing, the appalling state the rooms were in by April must have made them quail - assuming the state of Elizabeth I's Whitehall Palace was typical. The Queen regularly had to go on a „progression“ round the country after a winter's sojourn

there so the place could be made fit for habitation again.

Sadly, although Britons may be prepared to spring clean their own homes, when it comes to public spaces, they regard them as a giant dustbin. Plastic isn't just clogging the oceans, it's everywhere, from parks to pavements. One river in Manchester is so polluted with micro-plastic from synthetic clothing, cosmetics and skin care products, it's been recorded as the world's worst waterway. When it co-



mes to other refuse things are just as bad. Cigarette ends, sweet wrappers, half-eaten sandwiches, tins, takeaway cartons and supermarket trolleys are thrown away or abandoned with total disregard for the mess they make and the unwanted wildlife they'll attract. Not only do we lack civic responsibility when it comes to keeping our island tidy, a recent article on the subject of hygiene suggests we're not very particular about our personal habits either. Allegedly we don't wash our bed-linen and clothing often enough and when we do, we don't use water hot enough to kill germs and get rid of ingrained dirt. This is possibly true, but for years we've been encouraged to wash at lower temperatures to conserve energy and help control chemical waste.

In the west we are already profligate with dwindling resources to maintain expensive lifestyles, and energy consumption is a particular problem; why now encourage further use? Being cynical, I query the source of this article; was it financed by Unilever?

Without washing machines, of course, domestic cleanliness used to be back-brea-

king work. I can just remember my grandmother washing clothes with hard soap on a ridged scrubbing board, then rinsing everything in a tub, two hot followed by one cold rinse, before squeezing out the excess water between the rollers of a wringing machine - a „mangle“. Just turning the wringer's handle was hard work, let alone lifting heavy wet sheets and towels onto a washing line to dry. Aside from that, though, how hygienic should one be? Granny's words about „eating a speck of dirt a day“ weren't

as daft as they might sound, though „health and safety“ would doubtless disagree. In a totally sterilized world, how much immunity would we have from even the common cold? It was the arrival of Europeans bringing western diseases that had such a disastrous affect on indigenous populations, who un-

til our arrival, had lived free of diseases such as influenza and measles.

Until Britain joined the EU in 1973, when we were forced to clean up our act, we were known as the „Dirty man of Europe,“ the country that didn't take public hygiene seriously. We didn't control emissions from cars, power stations or farming; our beaches were polluted and the sea filled with effluent, such that if not actually unsafe for bathing, it was risky; and rivers were so foul there were no fish in them. Our public lavatories weren't too special either. It's hardly surprising one of the fears we now face as Brexit lumbers onwards, is a return to those days of unsanitary conditions. Flags advertising clean beaches still fly around our coastline, and rivers have returned to a pristine state so fish can flourish, but for how much longer?

When councils are forced to choose between funding a care home and spending money on cleaning the streets, will we Brits finally wake up to the fact that keeping our towns, parks, beaches and coastline clean and tidy is down to us? I hope so, but I fear we won't.

In the air

Achilles and the Killing Fields

Ariel Wagner

Would Achilles have burnt his draft-card rather than fight in Vietnam? That (sort of) is a question Caroline Alexander raises in „The War That Killed Achilles. The True Story of the Iliad“.

Alexander's thesis is that Homer's Iliad, which describes the final stages of the Trojan War, is no celebratory martial epic but a powerful denunciation of war as tragic and futile, bringing not victory but slaughter, destruction, mourning and misery. The central figure, the demi-god Achilles, is not just a glorious warrior but a victim like everyone else, capable of rage, pride, loyalty and love, grief and finally, savingly, mercy. As she points out: „The greatest war story ever told commemorates a war that established no boundaries, won no territory and furthered no cause.“ She published the book in 2009; with the Second Gulf War dragging on into its seventh year and the death-toll standing at tens, if not hundreds of thousands, the horror of war was writ large.

Homer's epic, probably composed around 750-725 BC, is the culmination of a long tradition of oral story-telling and lost epic poems. The siege of Troy, tentatively dated to c. 1250 BC, was distant history then, not myth - and seems generally to have been considered a catastrophe. The epic's lasting popularity is not just due to its beauty but to its subject-matter: War, after all, is a tragic constant of human history. But over the centuries, as new ages needed to promote warfare as glorious and soldiers as loyal heroes, perceptions changed: Troy as horrific slaughter gave way to Troy as heroic combat, with Achilles as the peerless fearless soldier-hero. His challenge to his commander's authority, which lies at heart of the Iliad and was a ruinous threat to military discipline, was downplayed as a squabble over a girl.

The Iliad takes place over the last couple of weeks in the ten-year siege of Troy. The Greeks troops are demoralised. There is a quarrel: Agamemnon, their commander, is

forced to return the girl Chryseis to her father, a priest of Apollo, to appease the god's anger and stave off plague and ruin. As compensation, he claims Briseis, a battle-prize given to Achilles, who is outraged: He denounces Agamemnon as a greedy schemer and a drunken sot, and threatens to go back home to Phthia. The row escalates; insults fly and Achilles storms off to his quarters, to sit out the war by his ships, nursing his anger and watching his comrades being massacred. He only returns to the war - and turns the tide in favour of the Greeks - when his companion Patroklos is killed by Hektor, whom Achilles, mad with grief, then kills in revenge. The Iliad ends with the funeral rites of Greek Patroklos and Trojan Hektor: The last line reads: „Such were the funeral rites of Hector, tamer of horses.“

„Tamer of horses“ is a final evocation of dead Hektor's living reality. Throughout the epic, Homer insists on the reality of all the suffering humans involved. This is not just war; there is no right and wrong, only pointless carnage. In the second half of Book II he lists the names and countries of the Greek forces, lending them vibrant life; these soldiers' deaths, often described in grim bodily detail, become unbearably poignant, happening to men we „know“. The intimate scene between Hektor and his wife Andromache in Book VI shows the terrible reality of the war for the civilians, facing death, or bereavement and slavery.

During his initial tirade against Agamemnon, Achilles says out loud what the soldiers are thinking: the Greeks only came to Troy to get Helen back - and lots of loot - for Agamemnon and Menelaos. For himself: „It was no quarrel with the Trojan spearmen that brought me here to fight. They have never done me any harm. They have never lifted cow or horse of mine, nor ravaged any crop that the deep soil of Phthia grows to feed her men; for the roaring seas and many a dark range of mountains lie between us.“

Alexander cites a similar statement by the boxer Muhammad Ali in February 1966,

faced with serving in the US army in Vietnam. Announcing his refusal of the draft, he declared: „I ain't got no quarrel with them Viet Cong... They never called me nigger.“

These are the feelings of the universal soldier, called upon to fight in wars far from home - in Troy, or Vietnam, Bosnia, Iraq, Syria - against other humans he is told are „the enemy“.

Achilles is not obliged to fight the Trojans: he was too young to be one of Helen's suitors, rallying to Menelaos after her abduction by Paris. His mother Thetis had him trained in the arts of healing; and knowing he was fated to die at Troy, hid him away „among women“ on the island of Skyros. Odysseus and Diomedes, seeking out the man who was to be the greatest of the Greek warriors, tricked Achilles into giving himself up - and going to Troy.

At the end of The Iliad, Achilles is given the (illusory) choice between staying in Troy or going home: death and glory or life and safety. He fulfils his fate and remains: We learn from Agamemnon of his „happy“ death at Troy in Book XXIV, at the very end of The Odyssey. Before that, we meet him in Book XI, as a shade in Hades, and we know what he thinks about death and glory. Odysseus addresses him as the „Most fortunate man that ever was or will be“, and „Mighty prince among the dead.“ Achilles tells Odysseus to spare him his praise of Death. „Put me on earth again, and I would rather be a serf in the house of some landless man, with little enough for himself to live on, than king of all these dead men that have done with life.“ So much for the Glorious Dead.

The Iliad tells us universal truths about warfare, whether in the Bronze Age Mediterranean or present day Syria: Only arm-makers win wars.

Caroline Alexander, „The War That Killed Achilles. The True Story of the Iliad“; 2009, Faber, 320pp.

Bự Gado

